



ASCENDE SUPERIUS



Numéro 002/ Octobre 2013

GESTION DE L'EROSION HYDRIQUE EN VILLE DE BUTEMBO



N° du dépôt légal : 11108-2002-38
Du troisième trimestre 2002
Presses universitaires du graben
©PUG-CRIG



2014 : Année jubilaire de l'U.C.G



SOMMAIRE

EDITORIAL	2
INTERVIEW DU PRESIDENT DU CONSEIL ESTUDIANTE	4
MEDECINE	
COMPARAISON DE PERFORMANCES DIAGNOSTIQUES DU PARACHECK ET DE LA GOUTTE EPAISSE AUX CLINIQUES UNIVERSITAIRES DU GRABEN	8
SCIENCES SOCIALES, POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES	
COMPREHENSION DIACHRONIQUE ET SYNCHRONIQUE DE LA PERSISTANCE DES GROUPES ARMES EN ITURI	14
SCIENCES PHARMACEUTIQUES	
EVALUATION DES DANGERS TOXICOLOGIQUES DES MEDICAMENTS TRADITIONNELS UTILISES EN VILLE DE BUTEMBO.	20
SCIENCES ECONOMIQUES ET GESTION	
LA PRECARITE DE L'EMPLOI FEMININ A BUTEMBO	23
SCIENCES AGRONOMIQUES	
« DE LA GESTION DE L'EROSION HYDRIQUE EN VILLE DE BUTEMBO : CAS DES BERGES BOISEES DES RIVIERES KIMEMI ET WAYIMIRYA »	28
MEDECINE VETERINAIRE	
DE L'UTILISATION INTELLIGENTE DES PRODUITS DE L'ELEVAGE CAS SPECIFIQUE DU LAIT DE BREBIS.	31
LA FORMATION QUE LES ETUDIANTS ACQUIERENT A L'UNIVERSITE DONNERA-T-IL UN AVENIR MEILLEUR DANS LE FUTUR ?	33
FACULTE DE DROIT	
LA JUSTICE DANS LA SOCIETE TRADITIONNELLE NANDE.....	37
VIE ET SOCIETE	
LE CEFADES DANS LA DYNAMIQUE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	42
A PROPOS DES VIOLENCES EN VILLE DE BUTEMBO.....	47
PREVENTION DES TOXICOMANIES EN VILLE DE BUTEMBO	48
POINTS MARQUANT LA VIE A L' UCG :	49
SPORT ET LOISIR.....	49
IN MEMORIUM.....	52
2014 : ANNEE JUBILAIRE DE L'U.C.G	54

EDITORIAL

Encore une fois, votre revue est là

Pour cette deuxième parution, nous voudrions vous souhaiter une bonne lecture à tous nos lecteurs en insistant sur le fait que : « Toutes les fois qu'on franchit pour la première fois un monde, des nouveaux horizons se laissent découvrir ». Ainsi en va-t-il du monde de l'excellence dans la recherche scientifique.

En effet, lorsque l'on franchit pour la première fois les degrés de l'excellence, un monde nouveau s'ouvre devant soi ; celui d'une course qui n'a pas de ligne d'arrivée. L'homme en général est un apprenant vie. Il faut donc aller de l'avant avec méthode et forte détermination, car le plus important c'est ce que vous apprenez une fois que vous vous imaginez avoir tout appris. Il est donc utile de temps en temps de nous arrêter et de nous poser des questions sur notre vie, notre santé et notre milieu. Nous voudrions encourager tout le monde à pouvoir s'exprimer dans la revue *Ascende Superius* des étudiants :

Aux aînés que nous sommes: Toute pensée vive amène le pouvoir de la peindre, et la force de sa propagation est proportionnelle à la profondeur de sa source. Ce sont les rares élus, ceux qui montrent la voie. Seules les choses que le rêveur crée continuent à vivre. Nous devons préparer la relève car avoir du succès sans successeurs est un échec;

Aux plus jeunes que nous sommes: nous devons avoir la culture de la recherche et faire tout pour que notre revue aille au-delà du continent. Et quand nous atteindrons le niveau le plus élevé, ne négligeons pas d'y amener d'autres avec nous.

Comment pourrons nous nous faire connaître sans dire aux autres ce que nous faisons ou ce que nous voyons?

Raison pour laquelle l'équipe conceptrice de la revue *Ascende Superius* (monte plus haut) a trouvé bon créer un espace pour donner l'occasion à tout chercheur de voir son travail publié et lu par un public à travers le monde.

Cela étant, permettez-nous de vous présenter ce numéro de 2013, œuvre conçue et réalisée par les étudiants de l'UCG. Notre politique est de mettre à votre portée des articles originaux, des points marquant la vie à l'Université Catholique du Graben, à animer le débat d'actualité, créer une vitrine où exposer nos idées, opinions sur les événements du monde et les résultats de nos recherches scientifiques. Le 22

août 2014, notre Alma mater réalisera ses 25 ans d'existence. Nous avons choisi ce moyen de communication pour annoncer cette grande cérémonie et montrer à la face du monde que l'UCG a grandi : de 1989 à mai 2013, elle a produit 2383 diplômés au premier cycle (dans toutes les facultés), 1406 diplômés au deuxième cycle, 14 diplômés d'étude approfondie ainsi que 2 thèses de doctorat en faculté des Sciences Agronomiques. Certes, le paludisme est incontestablement l'endémie la plus meurtrière en régions tropicales. Pourtant, une

erreur de son diagnostic entraîne une morbidité et une mortalité accrues. Ainsi, les auteurs ont comparé les performances diagnostiques de la goutte épaisse et du paracheck aux cliniques Universitaires du Graben.

La R.D.C a connu deux guerres successives en 1996 et en 1998. Ces deux rebellions ont conduit à la création plusieurs groupes armés à l'Est du pays. Le district de l'Ituri n'est pas à l'abri de cette donne. C'est pourquoi, une analyse a été consacrée à cette situation. Il s'est agi de mener une comparaison entre les anciens et les nouveaux enjeux de la persistance du conflit en Ituri malgré les initiatives du gouvernement congolais et de la « communauté internationale ».



Outre ces analyses, une étude évaluative des dangers toxicologiques des médicaments traditionnels utilisés en ville de Butembo.

En effet, étant donné le délabrement de l'économie congolaise et ses conséquences sur le paiement des agents et fonctionnaires publics et la chute de l'emploi dans le secteur moderne, il a été indispensable d'effectuer un examen de ce secteur. Une investigation a été menée sur l'emploi féminin en ville de Butembo. Elle a montré la précarité de l'emploi féminin dans cette contrée de la République démocratique du Congo.

L'imperméabilisation des vastes étendues des terres consécutive à une expansion spatiale rapide de la ville de Butembo a généré des problèmes environnementaux qui affectent sa structure urbaine. La ville, en effet, est confrontée à des risques hydrologiques diversifiés, tels les ravinements progressifs et régressifs, les inondations, les glissements de terrain, etc. L'auteur dégage des pistes et solutions pouvant permettre une gestion de l'érosion hydrique en ville de Butembo.

L'utilisation intelligente des produits de l'élevage : cas spécifique du lait de brebis, l'avenir de la formation des étudiants en RDC, la justice dans la société traditionnelle Nande et le rôle dynamique qu'occupe le CEFADES dans la formation professionnelle ont été succinctement abordés dans cette revue.

Aussi sans être en marge des dangers guettant notre société, nous avons jugé important parler des violences sexuelles faites aux femmes et prévenir la jeunesse actuelle des dangers qu'elle court en utilisant abusivement les drogues (toxicomanie). Ceci entre dans le cadre du programme du comité de suivi des acquis de l'atelier sur la paix, la sécurité et la cohabitation pacifique dans les villes de Beni et Butembo (MONUSCO).

Enfin, nous avons rendu un vibrant honneur au regretté Doyen de la faculté des Sciences Agronomiques, le professeur NDUNGO VIGHIERI Laurent.

Voilà chers amis lecteurs et collègues le contenu du présent numéro qui est sous vos yeux.

Bonne lecture !

KASEREKA KAMABU VALERE LARREY 9

Troisième doctorat de médecine,

Editeur-Directeur.

**Ministre des affaires Académiques,
Recherches et Publications**

INTERVIEW DU PRESIDENT DU CONSEIL ESTUDIANTIN



Dalton MUNYAMBALU

Bonjour Monsieur le Président !

R/ Oui bonjour !

Voudriez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

R/ Je suis Dalton KAMBALE MUNYAMBALU. Comme vous l'avez signifié au début, je suis le Représentant et/ou Président (Porte-parole) des Etudiants de l'U.C.G-Butembo.

Après l'obtention de mon diplôme d'Etat en physico-Math. (Section scientifique) au collège du Sacré-Cœur (MAELE) à KISANGANI, j'ai poursuivi les études post - secondaires à l'Université Catholique du Graben.

C'est dans cette maison de la science où j'obtiens mon diplôme de Gradué en sciences Biomédicales (2011).

Aussi, depuis 2008, je suis toujours au service des étudiants (chef de promotion, ministre et vice-ministre dans différents gouvernements des comités des étudiants, membre et Président du club des étudiants en Médecine pour la promotion de la Santé : CEMPS et dans quelques matins, président honoraire des étudiants de l'UCG).

En fin, je suis célibataire. Etant carabin (étudiant en Médecine), je fais partie des étudiants de Deuxième année de doctorat en Médecine (D2 ou Doc. 2), département de Médecine générale.

Quel bilan (réalisations) faites-vous à la tête du conseil estudiantin ?

R/ Merci pour cette question si pertinente.

Eh bien, écoutez, la gestion de la chose publique exige que l'on dispose d'un plan de travail. Les étudiants de l'UCG ont porté leurs confiances en nous pour défendre leurs droits, les aider ou les guider à bien percevoir leurs devoirs, durant un mandat d'une année.

Depuis la campagne électorale, nous nous étions fixés comme primat : servir

d'intermédiaire entre les autorités et les étudiants, en canalisant les soucis de ces derniers auprès des autorités compétentes en vue de trouver des solutions durables. Ceci étant, cette tâche noble que nous a confiée les étudiants nous a permis de mieux cerner la nature de l'administration et de mieux comprendre la nature humaine.

Mon équipe et moi avons milité pour respecter fidèlement notre projet de société.

Nous pouvons de ce fait, affirmer sans ambages ni faux fuyant, que *notre bilan a été très largement positif* .

Ainsi, avons-nous réalisé :

1. Sur le plan administratif

- Nous avons réuni les étudiants plusieurs fois au cours de notre mandat, pour se rendre compte de leurs problèmes.
- Au cours du conseil d'administration 2012-2013 (18e session), nous avons milité pour que le nombre d'heures de lecture à la bibliothèque soit augmenté (vendredi et Samedi par rapport aux années passées).
- Nous avons mené des campagnes de sensibilisation et de publicité de notre chère université pour une adhésion plus massive de nouveaux étudiants (1^{ère} année de graduat). Ces travaux ont été réalisés dans la région de l'Ituri de Lubero sud et Beni ville et territoire.
- Le fruit de ces sensibilisations a donné la stabilisation des frais académiques (2012-

2013), étant donné que la hausse de ces frais, constitue à l'U.C.G, l'un de sérieux problèmes. Selon notre plan, nous ne militons que pour

la stabilisation. Ces campagnes se poursuivront au moins de Juin comme nous l'avons réalisé en septembre dernier.

2. Sur le plan académique

- Publication du 2e numéro, de la revue des étudiants "Ascende superius" dans laquelle j'ai l'honneur et la joie de m'exprimer.
- Conférence-débat sur le thème : " femme et la politique." (le 08 Mars).
- Conférence-débat sur le thème : " conséquences médicales des violences sexuelles chez la femme. " (cercle E'ngavo).
- Conférence-débat sur le thème : " Dangers de la toxicomanie chez les jeunes : une approche holistique " (le 10 mars, à l'Université de Lukanga).
- Conférence-débat : " Enseignement supérieur en RDC : interpellation, déliquescence et perspectives " (dans la grande salle de l'ITAV, avec le le professeur Docteur KIBENDELWA, 06 Avril 2013).



3. Sur le plan social et développement

- Nous avons assisté les étudiants en difficulté.
- Il a été monté par nous, deux boîtes à suggestions pour récolter différents problèmes des étudiants.
- Nous sommes intervenus dans le maintien de l'hygiène de l'assainissement et d'un bel aspect du site de l'horizon.
- Un secrétariat des étudiants a été mis en place.

4. Sur le plan spirituel et religieux



- Montage d'une chorale propre aux étudiants (pour la première fois), dont le lancement officiel interviendra le jour de la saint cyrille (investiture du nouveau comité).
- Régularité élevée des étudiants aux messes hebdomadaires de l'Horizon et de l'ITAV. (ministère des affaires religieuses)

5. Sur le plan extérieur

- Partenariat avec d'autres universités : ISDR-Beni, UCBC-Beni, Université Shalom de Bunia (U.S.B.), Université de Lukanga (UNILUK) et autres instituts supérieurs et/ ou Universités de Butembo.

- Collaboration avec la Rawbank/ Butembo, la

6. Sur le plan sportif

- Pour la première fois, il a été créé une équipe féminine de basketball à l'UCG.



- Tournoi interfacultaire de Football (du 14 Janvier au 09 Février 2013)
- Match de basket des filles (UCG-UCBC : 48 à 08) (17/02/2013)
- Match de basket des garçons (UCG-UCBC : en faveur de l'UCBC), 17/02/2013.

7. Sur le plan culturel et loisir

- Le 23/12/2012 : cérémonies d'échange de vœux entre étudiants, concert de danse ; humours et génies en herbe (concours),
- sortie culturelle en ville de Beni et visite de l'usine KALMANGO, en date du 17/02/2012.
- Pique-nique scientifico-culturel à LUKANGA (le 10/03/2013).

BIAC, Maison Palos, etc.

- Match de basket des garçons (UCG-UNILUK : en faveur de l'UCG), 10/03/2013

- Match de football masculin(UCG - ISDR-Beni), 17/02/2013.



- Match de Football masculin (UCG-UNILUK, 10/03/2013) : nul
- Match amical de football entre UCG-ISEAB (16 Mars 2013, 2-1),UCG gagnant.
- Tournoi inter - universitaire en cours

Dames de fer à certaines filles de l'UCG.



- Soirée dansante, banquet, exposition de talents de nos filles et remise des diplômes de



- Du 29 Mars au 2 avril 2013 : Méga-excursion en ville de Bunia plus Pique-nique barbecue au bord (plage) du lac Albert à KASENYI.



IV. Concrètement, quelles ont été vos priorités et spécificités ?

R) Comme un adage le dit : " Nous sommes égaux mais pas identiques", chacun est toujours marqué par ce qui lui est propre, sa nature intrinsèque qui le différencie des autres.

Mon équipe et moi avons d'abord voulu apporter des innovations (changer la donne) : les réunions avec les étudiants, multiples rencontres avec les autorités académiques, montage des boîtes à suggestions, chorale universitaire, partenariat franc

avec les autres universités, redynamisation du basket en général et féminin en particulier.

Puis un aspect plus important et plus marquant : la politique de proximité dont nous avons usée. C'est-à-dire écouter les étudiants à travers les réunions, les conférences et les sorties de cohésion entre nous (camaraderie). Surtout les sorties socio-scientifico-culturelles avaient un triple but :

- Publicité, sensibilisation et visibilité de l'U.C.G,
- Découverte, car convaincus que le voyage constitue le plus grand livre du savoir au monde.
- Se connaître mieux entre étudiants et savoir vivre ensemble pendant de bons moments.

Bref, c'est résumé en 5 mots : INNOVATION, PROXIMITE, VISIBILITE, DECOUVERTE ET RETROUVAILLES.

Qu'avez-vous appris de votre mandant par rapport à votre vie future ?

R) J'ai appris que la gestion des hommes n'est pas facile mais par la grandeur de l'esprit, on y parvient.

Le fait d'être à la tête du comité des étudiants a constitué une très grande expérience de ma part, ce qui constitue les prodromes (signes avant coureurs) de ce à quoi nous aspirons plus prochainement.

C'est dans cette perspective que je m'en vais donner le profil d'un bon Représentant des étudiants : leader, bon manager, avoir la probité morale, la sagacité, l' impartialité, la patience, l'esprit d'équipe et de sacrifice, enfin être sage, travailleur et intelligent.

Quel message adressez-vous à tous les étudiants de la RDC en général, et en particulier, ceux de l'UCG ?

Tous unis pour le changement, nous étudiants, constituons une force et sommes à mesure de changer le cours de l'histoire. Cultivons le goût de l'excellence et enterrons les antivaleurs.

Aux étudiants de l'U.C.G : je remercie tous les étudiants de l'UCG, tous ceux qui ont placé leur confiance en notre personne.

Mes vifs remerciements s'adressent à toute mon équipe (vice-président, secrétaire, directeur de

cabinet, conseillers, brigadiers, ministres et vice-ministres, délégués facultaires, chef de promotions), sans laquelle je ne saurais satisfaire les attentes des étudiants de l'UCG.

Que les étudiants de l'UCG manifestent toujours cette attitude d'attente qu'ils m'ont réservée, même à l'équipe qui pourra nous succéder.

Que le bon Dieu vous patafiole, je vous remercie !

La rédaction

COMPARAISON DE PERFORMANCES DIAGNOSTIQUES DU PARACHECK ET DE LA GOUTTE EPAISSE AUX CLINIQUES UNIVERSITAIRES DU GRABEN

RESUME

Le paludisme est incontestablement l'endémie la plus meurtrière en régions tropicales.

Une erreur de son diagnostic entraîne une morbidité et une mortalité accrues.

Dans cet article, les auteurs comparent les performances diagnostiques de la goutte épaisse et du paracheck aux cliniques Universitaires du Graben durant une période allant du 30 Avril 2012 au 30 Avril 2013.

Pour ce faire, l'analyse systématique des registres de parasitologie a permis d'obtenir des renseignements utiles selon leur enquête.

A l'aide d'un logiciel Epi 7 et Excel 2010, leurs données ont été traitées et analysées. La comparaison de la performance du paracheck par rapport à la GE a été effectuée par le test de Khi carré de PEARSON.

Ils sont arrivés aux résultats suivants :

- la prévalence du paludisme dans notre population d'étude était de 28% avec *P. falciparum* comme l'espèce ultra majoritaire rencontré dans 96,8% des cas.
- Les performances du Paracheck® comparées à celles de la goutte épaisse ont été jugées satisfaisantes (d'après les critères OMS, Se

> 95%) surtout avec une très bonne capacité à détecter *P. falciparum* (Se* : 97,8%), une Spécificité de 95,5% et une VPN de 97,9%.

- De plus, ils sont simples d'utilisation, d'interprétation relativement facile et surtout, un rendu des résultats est possible en moins de 25 minutes!

Vu sous cet angle, nous pouvons suggérer leur utilisation dans les structures sanitaires de Butembo soit pour gérer les situations d'urgence, soit pour faire face à une surcharge d'activités au laboratoire.

INTRODUCTION

Selon GENTILINI M., le paludisme est une infection des érythrocytes dues à un hématozoaire du genre

Plasmodium transmis par un moustique anophèle femelle.(1,2)

Figure 1. : Anophèle femelle prenant son repas sanguin



Source : (Photo : Institut Pasteur)

http://www.rfi.fr/actufr/articles/052/article_27474.asp

Depuis une dizaine d'années, le paludisme est de plus en plus réfractaire aux efforts déployés pour le combattre (1). En ce début du XXI^e siècle, le paludisme demeure le principal problème de santé publique dans le monde intertropical et plus particulièrement en Afrique subsaharienne (2). Dans cette région, en dépit des avancées dans le domaine de la recherche appliquée, il touche environ 300 millions de personnes et cause 1 à 2 millions de décès chaque année (3) et constitue un obstacle au développement de ces pays(4,5).

En effet, la RDC se classe après le Nigeria comme le pays d'Afrique subsaharienne le plus touché par la maladie (6).

Le paludisme est incontestablement l'endémie la

plus meurtrière en régions tropicales (7).

Une erreur de diagnostic du paludisme entraîne une morbidité et une mortalité accrues. L'accès à une détection rapide et précise d'infestation par les parasites du paludisme joue un rôle important à cet égard et contribue à la promotion d'un usage plus rationnel des médicaments qui sont de plus en plus coûteux dans la plupart des zones d'endémie (8, 9,10).

A ce jour, de nombreuses études ont été publiées sur l'évaluation des performances des TDR à travers le monde avec des résultats très variables selon les fabricants, les contextes, les régions et les populations d'études (8-12).

A notre connaissance, une étude est disponible à Butembo sur l'évaluation du

Paratcheck par rapport à la goutte épaisse (GE) par Maha Kathaka Avril 2012. Malheureusement cette étude n'a pas déterminé les caractéristiques intrinsèques du *Paracheck* par rapport à la GE à savoir : la sensibilité (Se) et spécificité (Sp), les caractéristiques conditionnelles du *paracheck* par rapport à la

GE à savoir : la valeur prédictive positive (VPP) et la valeur prédictive négative (VPN). En outre, elle n'a pas présenté une comparaison opérationnelle de deux méthodes de diagnostic (GE et *Paracheck*) pour tirer une conclusion plausible.

La présente étude, objet de notre passion a été conçue pour comparer dans une

approche holistique les performances du *Paracheck-Pf* dans le diagnostic biologique du paludisme aux Cliniques Universitaires du Graben (C.U.G) par rapport à la GE classique réalisée dans les conditions standards.

METHODOLOGIE

Il s'agit d'une étude transversale et prospective. Elle s'est déroulée sur période d'une année allant du 30 Avril 2012 au 30 Avril 2013 dans le laboratoire des Cliniques Universitaires du Graben.

Notre population d'étude a été constituée de patients de tout sexe âgés d'au moins un an, adressés par les médecins au laboratoire des C.U.G avec suspicion du paludisme

Pour être sélectionné dans notre étude, nous avons tenu compte des critères suivants :

Avoir été consulté par un médecin pour une suspicion du paludisme ;

- Avoir bénéficié d'une goutte épaisse et ou de Paracheck ;
- Avoir un dossier complet constitué d'éléments paracliniques nécessaires pour notre étude ;

Critères d'exclusion retenus sont :

- Avoir commencé un traitement antipaludéen y compris la une cycline (Antibiotique) au plus 24 heures avant la consultation ;
- Etre enceintes sous TPI (traitement préventif intermittent) ;
- de n'avoir pas un dossier complet ;



Photos prises au laboratoire des CUG

Nous avons procédé à un échantillonnage par convenance. En effet, nous avons systématiquement recruté, tous les patients qui remplissaient les critères d'inclusion pendant la durée de collecte.

Les patients en consultation externe ont été reçus au service de prélèvement du Laboratoire tandis que ceux hospitalisés ont été reçus par les infirmières de service concernés.

Notre protocole de recherche a reçu l'approbation du comité d'éthique du Nord-Kivu (CENK en sigle).

- les données biologiques (résultats de TDR et GE) ont été enregistrées quotidiennement jusqu'à la fin de la période de collecte.

Les données biologiques (résultats de GE et des *Paracheck*), nous ont permis d'obtenir des variables tels que les Vrais Positifs (VP)= Positifs en GE et au *Paracheck*® ; les Faux Positifs (FP)= Positifs uniquement au *Paracheck*® ; les Vrais Négatifs (VN)= Négatifs au *Paracheck*® et à la GE ; et les Faux Négatifs (FN)= négatifs uniquement *Paracheck*®. Ces variables mises dans un tableau 2x2 nous ont permis de calculer les

caractéristiques du Paracheck® tels que la sensibilité, la spécificité et les valeurs prédictives (positives et négatives).

Les analyses ont été réalisées avec les logiciels Epi-Info version 7 (Centers for Disease Control and Prévention, Atlanta, USA) et Excel 2010. Le seuil de significativité pour comparer deux proportions a été fixé à une valeur $P < 0,05$.

Les résultats ont été présentés sous formes de tableaux et de graphiques.

- **Prévalence (P)** : Proportion des malades (**M**) dans une population (**N**) à un moment donné.

$$P (\%) = M \cdot 100 / N$$

Avec **M**= Total des cas confirmés positifs et **N**= Total des cas testés (population d'étude)

- **Sensibilité (Se)** : Capacité du Paracheck® à pouvoir détecter les sujets atteints de paludisme (Sujets GE+) dans notre

population d'étude. Elle mesure ainsi l'aptitude du test à éliminer les faux négatifs (FN).

$$Se (\%) = VP \cdot 100 / VP + FN$$

- **Spécificité (Sp)** : Capacité Paracheck® à détecter des sujets indemnes de Paludisme (GE-) dans notre population d'étude. Elle mesure ainsi l'aptitude du test à éliminer les faux positifs (FP).

$$Sp (\%) = VN \cdot 100 / FP + VN$$

- **Valeur Prédictive Positive (VPP)** : Probabilité qu'un patient ait réellement le paludisme (GE+) lorsque son test Paracheck® est positif.

$$VPP (\%) = VP \cdot 100 / VP + FP$$

- **Valeur Prédictive Négative (VPN)** : Probabilité pour qu'un patient soit vraiment indemne lorsque son test Paracheck® est négatif.

$$VPN (\%) = VN \cdot 100 / VN + FN$$

RESULTATS

La présente étude a vu la participation de **336** patients. Nous avons réalisé en tout 336 gouttes épaisses (GE) contre 336 Paracheck, les 2

méthodes ayant été exécutées parallèlement et en aveugle sur les mêmes échantillons.

1. Prévalence du paludisme dans la population d'étude :

Le tableau ci-dessous représente les prévalences du paludisme selon chaque test.

Tableau 1 : Prévalence du paludisme d'après chaque test. (GE et Paracheck)

	Nombre de positifs (n)	Prévalences	IC95%
Goutte épaisse	94(336)	28,0%	[23,3 - 33,2]
Paracheck	100(336)	29,8%	[25,0 - 35,0]

La prévalence du paludisme confirmé par la GE était de 28,0% (94/336) alors qu'avec le Paracheck elle a été de 29,8% (100/336).

Le tableau qui suit représente les prévalences par tranche d'âge dans la population d'étude.

2. Performances diagnostiques du Paracheck par rapport à la GE (gold)

Tableau 2 : Résultats croisés du Paracheck par rapport à la GE

TESTS		Goutte Epaisse (Gold)		
		Positif	Négatif	Total
Paracheck	Positif	89	11	100
	Négatif	5	231	236
	Total	94	242	336

Par rapport à la GE considérée comme référence, nous avons observé 11 FP (Paracheck®+/GE-) et 5 FN (Paracheck® -/GE+).

Tableau 3 : Performances diagnostiques du Paracheck

Paramètres de performance du Paracheck®	Formules	Résultats	IC 95%
· Sensibilité (Se)	$89 \times 100 / 94$	94,7%	[88,0-98,3]
· Spécificité (Sp)	$231 \times 100 / 242$	95,5%	[92,0-97,7]
· Valeur Prédictive Positive (VPP)*	$89 \times 100 / 100$	89,0 %	[81,2-94,4]
· Valeur Prédictive Négative (VPN)*	$231 \times 100 / 236$	97,9%	[95,1-99,3]

Les caractéristiques propres au *Paracheck* sont respectivement de 94,7% et de 95,5% pour la sensibilité et la spécificité et les valeurs prédictives positives et négatives sont respectivement de 89,0% et 97,9%. Toute fois, pour la capacité du *Paracheck* à détecter de *P. falciparum* seul, sa sensibilité est de 97,8% (89/91) IC.95% [91,4-99,7]

Tableau 4 : Sensibilité du *Paracheck*® par rapport à la parasitémie de la GE

Parasitémie GE	Paracheck			
	Positif GE	Positifs Paracheck®	Sensibilité (%)	IC95%
< 500/ul	27	23	85,2	[72,2-98,2]
500-5000/ul	28	27	96,4	[89,5-100]
>5000/ul	39	39	100	[98,2- 100]
Total	94	89	94,7	[88,0-98,3]

A une parasitémie < 500/ul, la sensibilité du *Paracheck*® était de **85,2%** ; entre 501 et 5000/ul, elle était de **96,4%** alors qu'à plus de 5000/ul, elle a atteint 100%

DISCUSSIONS

• Prévalence du paludisme dans notre population d'étude.

- Prévalence générale

Rappelons-nous que notre population d'étude était constituée uniquement de cas suspects de paludisme venus au laboratoire pour un diagnostic de confirmation. Il s'agit ici de prévalence hospitalière. En effet nous savons aujourd'hui que la majorité des cas de paludisme en Afrique n'arrivent pas à l'hôpital pour des raisons diverses (OMS, 2003 ; MSP, 2005). Au final, seulement 94 cas de paludisme ont été confirmés par la GE soit une prévalence de 28%, tandis que le *Paracheck*® a confirmé 100 cas pour une prévalence estimée à 29,8% (**Tableau 1**). En considérant la GE comme

référence, la vraie prévalence était la première (28%) encore que la différence entre celle-ci et celle avec *Paracheck*® n'a pas été jugée statistiquement significative ($P=0,75$). Ce qui revient à dire que 242 personnes auraient eu une parasitémie nulle malgré la présomption clinique ; personnes qui non seulement devraient suivre un traitement abusif à base d'ACT, mais dont le diagnostic réel des motifs de consultation serait retardé (Shillcutt *et al*, 2007 Tareknet *et al*, 2008 et WHO, 2008). En tant que test de référence, nous avons considéré que la spécificité de la GE était

par définition absolue. Cette

« Un corps sain est un hôte. Un corps malade est un geôlier ».
Francis Bacon.

référence est valide en ce qui concerne la comparaison avec les TDR (WHO, 2008). Elle peut être discutée pour affirmer le diagnostic de paludisme, en raison de l'existence de porteurs asymptomatiques de *P. falciparum* (Munier *et al*, 2009).

• Comparaison de deux méthodes de diagnostic (GE et Paracheck®)

- Par rapport aux cibles.

► Les deux méthodes de diagnostic n'exploraient pas les mêmes caractéristiques du Plasmodium. L'une (la GE) a consisté en la détection par observation microscopique des caractéristiques morphologiques du Plasmodium et l'autre (TDR) agissant par réaction immunochromatographique détectait la HRP2, Ag libéré pendant le développement de *P. falciparum* dont il est spécifique.

- Par rapport à leur exécution pratique

→ La GE nous a permis de pouvoir identifier deux espèces Plasmodiales. Permettant à la même occasion de détecter chez deux patients une association de formes parasitaires (trophozoïtes + gamétocytes). Elle nous a permis également d'estimer avec une relative précision la parasitémie. L'outil pour la réalisation des Paracheck® était simple (pas d'appareillage supplémentaire car tout était dans la trousse). Le test était relativement facile à exécuter et le temps de rendu des résultats variait entre 5 et 25 minutes.

• Performances diagnostiques du Paracheck® par rapport à la GE (gold)

Des données du **tableau 2**, deux ont retenu notre attention : Les 11 faux positifs et les 5 faux négatifs. Par ailleurs le **tableau 3** nous donne avec leurs intervalles de confiance 95% les paramètres de validité du Paracheck par rapport à la GE.

• Sensibilité et Spécificité (valeurs intrinsèques du Paracheck®)

La Sensibilité du Paracheck® a été estimée dans la présente étude à 94,7% avec un intervalle de confiance à 95% (IC 95%) de [88,0 - 98,3]. Elle se situe entre les bornes d'acceptabilité recommandées par l'OMS pour un TDR (> 95%). Cette valeur indique que dans la pratique sur 100 GE positives, le Paracheck® sera capable d'en confirmer

environ 95 ! En d'autres termes il ne sera pas capable de confirmer 5 cas positifs à la GE. D'où les 5 faux négatifs obtenus sur les 98 GE positifs. Cette sensibilité est légèrement inférieure à celle trouvée à Yaoundé par Bechem *et al* (1999) qui était de 98%, avec le Paracheck® (HRP2). Par contre elle est supérieure à celle trouvée par Sayang *et al* en 2009 à Yaoundé (71,1%) avec le Paracheck®.

La spécificité du Paracheck® a été chiffrée dans la présente étude à 95,5% avec un IC95% de [92,0-97,7]. Ce qui signifie en d'autres termes que sur 100 sujets réellement négatifs (GE négatif), le Paracheck® n'a pas été capable d'en confirmer entre 4 et 5 sujets. D'où les 11 faux positifs enregistrés sur les 242 négatifs à

la GE. Cette valeur est supérieure aux 88,8% de spécificité qu'avaient obtenue Bechem *et al* (1999) lors de l'évaluation du Paracheck®(HRP2) à Yaoundé, ainsi qu'à celle trouvée par Sayang *et al* en 2009 (82,2%). Par contre cette spécificité est comparable à celles qu'avaient obtenues Grobusch *et al* (1999) pour deux TDR détectant la protéine HRP2 (ParaSight-F® et ICT Malaria®) et dont les spécificités étaient de 97,1% et 99,2% respectivement. Wanji *et al* (2006) avaient aussi trouvé une spécificité quasi-semblable (95,5%) avec Hexagon®, un TDR (pLDH) et pourtant, en général, ces TDR (pLDH) sont réputés en général plus spécifiques que les TDR(HRP2).

• Valeurs Prédictives Positive et Négatives (VPP et VPN) (valeurs dépendantes de la prévalence)

La valeur prédictive positive (VPP), qui mesure la probabilité qu'un patient testé au Paracheck® ait le Paludisme (GE positive) quand le résultat est positif a été estimée dans la présente étude à 89,0% avec un IC95% de [81,2-94,4]. Cette valeur est relativement faible car, elle signifie en d'autre terme que 11 fois sur 100, dans la présente étude, une personne dont

le Paracheck® était positif n'avait pas le Paludisme (avait une GE négative). Ce qui est un problème assez préoccupant pour l'utilisateur des résultats (Prescripteur/Patient) qui en s'y fiant non seulement prendra la décision de traiter inutilement ledit patient (dépenses inutiles) mais aussi et surtout négligera une poursuite d'investigation qui aurait peut-être permis de

diagnostiquer une autre maladie. Cette VPP était semblable à celle trouvée par Munier *et al* (2009) à Dakar lors d'une évaluation du Core® Malaria-Pf (HRP2) avec une VPP de 90%. Elle était encore meilleure que celle trouvée pour le même Paracheck® à Yaoundé par Sayang *et al* en 2009 (73,8%).

La discussion sur les valeurs prédictives (VPP et VPN) est

délicate à faire parce que, ces valeurs dépendent toujours de la prévalence de la maladie dans la localité d'étude. En effet, pour un test ayant une sensibilité et une spécificité donnée, il y aura autant de valeurs prédictives (VPP et VPN) que les différentes prévalences dans la population d'étude (Mac Marrow, 2008).

La Valeur Prédictive Négative (VPN) qui est la probabilité qu'un patient n'ait pas le Paludisme (GE négatif) quand le *Paracheck®* est négatif, a été de 97,9% avec un IC95% de [85,1-99,3]. Cette valeur indique que sur 100 patients testés négatifs au *Paracheck®*, environs 98 étaient

effectivement indemne de Paludisme (GE négative). En d'autre terme, pour un clinicien/utilisateur se fiant aux résultats des *Paracheck®*, sur 100 patients se présentant avec un résultat négatif, il sera induit en erreur 2 fois seulement, c'est-à-dire qu'il ne prescrira pas à tort d'antipaludéens chez deux patients seulement. Ceci est très intéressant pour le clinicien dans un contexte où dans la présente étude, sur les 336 patients suspects, 236 ne devraient pas d'après les résultats du *Paracheck®* bénéficier d'un traitement antipaludéen dont 5 à tort. Autant de médicaments économisés avec des perspectives

de recherche d'autres causes de maladies. Seulement, pour les 5 patients qui ne seront pas traités à tort, il y a un risque réel de décès dû au Paludisme qu'il faudrait chercher à éliminer en améliorant les performances du *Paracheck®*.

Cette VPN de 97,9% était inférieure à celle trouvée par Sayang *et al* en 2009 à Yaoundé pour le même *Paracheck®* qui était de 80,4% avec une prévalence dans la population d'étude estimée à 31,3%. A la même prévalence, notre VPN aurait été plus faible que celle que nous avons trouvée.

II. LIMITES

Les limites de notre étude étaient relatives:

- Au fait qu'en prenant pour Gold-standard la **GE**, nous avons

estimer d'emblée que les résultats de ce test concordent toujours avec la réalité (Absence ou présence du paludisme). Dans ce cas, ce serait alors un test parfait ! (Se=100% ; Sp=100%).

Or des études ont prouvé que la PCR avait des performances diagnostiques supérieures à la microscopie (Berry *et al*, 2005). Par ailleurs, aucune méthode diagnostique n'est fiable à 100%.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

I. CONCLUSIONS

Au terme de la présente étude, nous avons trouvé que la prévalence du paludisme dans notre population d'étude était de 28% avec *P. falciparum* comme l'espèce ultra majoritaire rencontré dans 96,8% des cas. Les performances du *Paracheck®* comparées à celles de la goutte épaisse ont été jugées satisfaisantes (d'après les critères OMS, Se > 95%) surtout avec une très bonne capacité à détecter *P. falciparum* (Se* : 97,8%), une

Spécificité de 95,5% et une VPN de 97,9%. De plus, ils sont simples d'utilisation, d'interprétation relativement facile et surtout, un rendu des résultats est possible en moins de 25 minutes ! Vu sous cet angle, nous pouvons suggérer leur utilisation dans les structures sanitaires de Butembo soit pour gérer les situations d'urgence, soit pour faire face à une surcharge d'activités au laboratoire. Les formations

sanitaires périphériques où les conditions ne sont pas toujours optimales pour la réalisation d'un diagnostic microscopique fiable trouveront en ceux-ci une alternative crédible et salutaire. Mais, pour un meilleur rendement des *Paracheck®* comme pour la plupart des TDR évalués, ils doivent être choisis, conservés et manipulés conformément aux directives spécifiques. De plus, ils doivent être accessibles financièrement.

MAHA KATHAKA Louange,
D1 Médecine

KASEREKA KAMABU
D3 Médecine

SCIENCES SOCIALES, POLITIQUES ET ADMINISTRATIVES

COMPREHENSION DIACHRONIQUE ET SYNCHRONIQUE DE LA PERSISTANCE DES GROUPES ARMES EN ITURI



Pierre ODIMO LOKOMBE, Directeur de cabinet du président des étudiants, L₂ Relations internationales.

En République Démocratique du Congo, dans la Province Orientale, District de l'Ituri, dans les territoires de Djugu, Irumu et une infime partie de Mahagi vivent, deux communautés ethniques, HEMA et LENDU, parmi d'autres. Ces deux ethnies se sont affrontées violemment par le passé, en 1860 et 1911. Par la suite, il a été constaté que la coexistence, entre ces deux ethnies, a été troublée par quelques comportements de rejet de l'autre. Tout au début, les groupes ethniques se battaient avec des lances, des machettes, etc. Selon le coordonnateur adjoint de la société civile de l'Ituri¹ MANGANGA GAYABO, « un des groupes est entré en contact avec les militaires ougandais, lors de la deuxième guerre d'agression de la R.d. Congo, qui ont commencé à lui vendre des armes. Cette donne a contribué à la modernisation de la guerre dans cette partie de la R.D.Congo et à la formation des groupes armés qui avaient pour mission, au début, de se protéger ou protéger sa communauté contre l'autre camp ».

Les tentatives de résolution de ces conflits n'ont pas souvent abouti et ces différends non aplanis n'ont pu permettre une paix réelle et durable. Le présent article a pour objectif de comprendre les enjeux de ce conflit et de voir ce qui a changé dans l'histoire par rapport à la situation actuelle de l'Ituri afin d'y apporter tant

soit peu une éventuelle solution tout en y appliquant certaines théories des sciences politiques ou des relations internationales.

En effet, le présent examen sera articulé autour des trois points. Le premier point étayera l'histoire du conflit iturien et la présentation des groupes armés de l'Ituri alors que le deuxième point analysera les enjeux dudit conflit. Enfin, le dernier point se basera sur la perspective de paix pour ce district.

Plusieurs théories des sciences politiques et des relations internationales sont susceptibles d'être appliquées dans cette analyse. Mais celles qui attirent notre attention sont celle de la faillite et de la fragilité de l'Etat.

Théorie de la fragilité et de la faillite de l'Etat

Parmi les causes endogènes ou facteurs de déclenchement des guerres civiles en Afrique, l'on peut mentionner le dysfonctionnement de l'Etat africain postcolonial, les luttes pour le pouvoir et les ambitions personnelles, les dérapages d'un processus de la démocratisation mal maîtrisé, la gestion irresponsable de la question nationale et le jeu de puissance régionales ou extérieures au continent.

En posant dans ces termes la question de la violence, celle-ci acquiert immédiatement une dimension politique. Elle suppose en effet, de la part de celui qui l'exerce, une conception du rôle de l'Etat, de l'exercice du pouvoir et des relations entre la sphère publique et privée. Exercer soi-même sa propre justice, organiser une guérilla de gauche ou des groupes paramilitaires de droite, ou encore assassiner des marginaux considérés comme « la lie de la société », c'est tout simplement se substituer à l'ordre public. Certains justifient le recours à la violence par ce qu'ils appellent l'incapacité des pouvoirs publics à garantir la sécurité des citoyens². La précarité de la présence étatique est rendue manifeste par la faiblesse des administrations et l'inefficacité de l'appareil judiciaire. Le fait même que l'Etat ne soit pas en mesure de garder le monopole de la force est le signe sa fragilité.

¹Coordonnateur adjoint de la société civile de l'Ituri interviewé le 15 octobre 2012.

²Fernan GONZALEZ et Fabio ZAMBRANO, *L'Etat inachevé : Les racines de la violence en Colombie*, éd. Cinép& CCFD, 1995, p.14.

A propos des réflexions théoriques qui dénoncent directement la faiblesse ou la déliquescence de l'Etat, William Zartua a dirigé un ouvrage collectif consacré aux Etats africains effondrés (collapsed states) pour déceler les facteurs et mécanismes de leur désintégration et de leur restauration. Les Etats effondrés ou faillis ainsi sociologiquement analysés entretiennent des foyers de guerre³. Plus virulent, Kalevi J. HOLSTI incrimine les Etats faibles dans la perpétuation du climat de guerre. Il stigmatise clairement ce qu'il appelle « dilemme de l'Etat faible », qui, tout en paraissant autoritaire, se trouve impuissant devant la résistance locale, l'inertie bureaucratique, la corruption, la fragmentation sociale... L'Etat faible serait pris dans un cercle vicieux : « il n'a pas les capacités de créer une légitimité en offrant la sécurité et d'autres services. Dans ses tentatives pour acquérir cette force, il adopte des pratiques prédatrices et cleptomane qui exacerbent les tensions sociales existant entre les myriades de communauté qui constituent la base de la société⁴.

Le propos mettant en cause l'Etat failli ou l'Etat faible, comme celui des guerres civiles, semble bien correspondre à la dimension interne de la réalité congolaise mais comporte le risque de reléguer au second plan la dimension externe considérée comme consécutive à la guerre civile.



HISTOIRE DU CONFLIT ITURIEN ET PRESENTATION DES GROUPES ARMES

A. Histoire du conflit

En effet, des conflits ne doivent pas être compris comme des événements irrationnels et anormaux ou comme une sorte de rupture dans un système particulier, mais comme un complexe de dynamiques qui doivent être vues comme l'expression de la logique interne de l'ordre politique et social local existant. Même si l'on peut affirmer que le conflit en Ituri ne pourrait pas avoir conduit aux mêmes coûts humains sans l'implication politique et militaire étrangère, la

première réponse à la question de savoir pourquoi en 1999 la première spirale de la violence a fait irruption est à trouver dans l'organisation de l'espace politique et économique local.

Les racines des tensions et des conflits locaux entre les communautés se trouvent essentiellement dans l'accès inégal à la terre, à la sphère politique, à l'éducation et dans la domination économique de l'une des communautés locales. Les principaux antagonistes sont les communautés d'éleveurs Hema et d'agriculteurs Lendu qui habitent principalement dans les territoires d'Irumu et de Djugu. Les deux communautés peuvent être divisées en différents sous-groupes: les Hema du Sud sont aussi connus comme Banyoro, les Hema du Nord (les Gegere) sont mélangés aux Lendu et parlent la langue Lendu (kilendu) pendant que les Lendu du Sud sont connus comme Ngiti ou Lendu-Bindi.

Aucun de ces groupes n'est originaire de la région, ce qui a conduit à différentes interprétations au sujet de l'histoire des migrations et, plus important, à différentes

interprétations de la propriété foncière. Pendant qu'on est généralement d'accord sur le fait que les migrations Lendu ont précédé l'arrivée des éleveurs Hema, les pouvoirs coloniaux ont donné la préférence à la communauté Hema

pour l'administration de la région⁵. Les deux groupes occupaient les hautes régions les plus fertiles et les plus riches en ressources de la région (Irumu et Djugu). Les colons découvrirent vite les potentialités que ce sol extrêmement fertile offrait pour le développement d'une économie des plantations et d'une industrie minière. De même, pour accéder aux terres locales, il fallait mettre en place une structure de pouvoir efficace. Comme c'est le cas pour tout pouvoir qui est basé sur la conquête, le premier problème auquel les Belges se sont heurtés était de stabiliser une administration locale à laquelle « on se référait poliment », dans le discours colonial, « comme la question indigène ». Une première réponse à cette préoccupation était le regroupement des communautés ethniques locales en entités proto-politiques. Déjà en 1923, l'administration coloniale a délimité les collectivités

³William Zartuacité par Nissé NZEREKA MUGHENDI, *Les déterminants de la paix et de la guerre au Congo-Zaïre*, éd. P.I.E Peter Lang, 2011, p.76.

⁴Ibidem.

⁵Koen Vlassenroot et Tim Raeymaekers, *Le conflit en Ituri, L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2002-2003, p. 212. Disponible sur <http://www.ua.ac.be/objis/00111793.pdf> consulte le 24 janvier 2013.

Hema et Bindu dans l'Irumbu et les collectivités Hema et Lendu dans Djugu dans le but de prévenir les affrontements ethniques⁶. Une autre réponse était l'introduction d'un système d'enregistrement des titres fonciers et de la propriété individuelle des terres. Pour ce faire, l'administration a pris une quantité nécessaire des terres collectivement détenues par les communautés locales en déclarant les terres vacantes propriété de l'Etat. Ceci a conduit au premier conflit entre les deux communautés. Comme partout ailleurs dans l'Est du Congo, l'administration coloniale s'est basée sur les structures d'une communauté locale préférée pour l'implantation de son administration et pour le maintien de son contrôle. Cela explique pourquoi les Hema ont été les premiers à accéder à l'éducation et au travail dans l'administration coloniale, les mines et les plantations. Pour les Lendu, la seule option était de se faire embaucher comme main-d'œuvre ou ouvriers dans les mines et plantations. En plus de sa forte implication dans l'organisation sociale locale, l'administration coloniale belge a aussi introduit le mythe de la supériorité intellectuelle des Hema. Le résultat fut la réorganisation du paysage politique et social local et la domination totale des Hema dans l'administration et l'économie locales. Déjà en 1911, les Lendu-Bindu dans l'Irumbu se sont révoltés contre la domination des Hema et ont tué le chef local Hema, Bomera. Ceci a conduit au premier conflit entre les deux communautés⁷.

Après l'indépendance, la domination Hema s'est même consolidée. L'introduction de la loi foncière sous Mobutu en 1973 a eu une double conséquence: toutes les terres, vacantes ou non, furent déclarées propriété de l'Etat et la loi coutumière fut déconsidérée dans les transactions foncières comme source légale des droits fonciers sans accorder un quelconque statut légal aux terres coutumièrement occupées. La promulgation de cette loi a produit un instrument puissant pour modifier davantage la structure sociale de l'Ituri; le rejet de la notion des droits fonciers traditionnels a introduit la possibilité pour des groupes sans droits fonciers de s'en doter. En substance, elle a fait passer les plantations qui, durant la période coloniale, appartenaient aux familles, à une nouvelle classe d'entrepreneurs congolais urbains. Etant donné sa position privilégiée pendant la période coloniale, l'élite Hema a eu un accès facile aux cercles restreints du régime Mobutu et pouvait renforcer davantage sa domination politique et économique dans l'Irumbu et Djugu au détriment des Lendu. En 1966, les Lendu qui étaient

progressivement marginalisés ont une nouvelle fois résisté contre la domination Hema en attaquant les autorités administratives locales qui, en retour, ont organisé une forte répression contre la résistance⁸.

Après l'annonce du processus démocratique en avril 1990, les politiciens locaux en Ituri qui étaient en quête d'une base pour le nouveau pouvoir ont aussitôt commencé à exploiter les vieilles tensions non résolues entre les différentes communautés. L'ethnicité devint le plus puissant instrument de la mobilisation politique parce qu'elle était la base matérielle parfaite pour exprimer les liens particuliers entre les politiciens et leurs communautés constituantes. La référence à l'appartenance ethnique devint aussi un moyen crucial dans la compétition politique et économique sur le terrain⁹. Comme un rapport¹⁰

local l'illustre, durant le processus de la démocratisation en Ituri, « les sentiments des intellectuels trouvent de l'espace et font écho dans la masse paysanne qui se réfère à ses intellectuels politiciens. Le leadership devient plus ethnique qu'idéologique car les leaders se relient sur les membres de leur

ethnie pour se positionner politiquement. Un climat de tension s'ensuit et dégénère en conflit même armé ». Vouée à être une stratégie d'auto-défense à long terme pour Mobutu, la politique de diviser pour régner durant le processus de la démocratisation a introduit une violence basée sur l'identité ethnique comme instrument légitime. Néanmoins, les choses n'ont jamais conduit à des massacres comparables à ceux qui ont lieu depuis 1999. Même si, durant le processus de la démocratisation, des affrontements entre Hema et Lendu étaient rapportés, ils étaient résolus « à travers les mécanismes de l'administration, la sécurité, la sûreté locale aussi bien que la médiation et les accords traditionnels couronnés de succès »¹¹.

Avec la fin du système Mobutu, non seulement ces mécanismes locaux de résolution des conflits ont disparu, mais de nouveaux acteurs ont commencé à dominer la scène. Depuis la rébellion de l'AFDL, différentes milices locales et étrangères ont commencé à opérer en Ituri pendant que les armes légères ont commencé à proliférer. Etant donné le déclin général de l'économie à la fin du règne de Mobutu et l'importance de l'ethnicité en tant que force déterminante de la violence, le ressentiment local entre les éleveurs Hema et les agriculteurs Lendu depuis 1999 a monté d'un cran et est parvenu à être lié au niveau supérieur, le niveau régional du conflit en RDC. A partir de là, le conflit entre les

« Pour ce qui est des problèmes sociaux, la violence est aussi immorale qu'inefficace »
Martin-Luther KING

⁶MAMDANI M., citizens and subjects. Contemporary Africa and the Legacy of late Colonialism, Princeton, Princeton University Press, 1996, p.3. Cité par Koen Vlassenroot et Tim Raeymaekers, Idem.

⁷Ibidem, p. 213.

⁸Ibidem.

⁹Ibidem, p. 214.

¹⁰Programme d'Action de la Commission de Pacification, mimeo, 11 mars 2003, p.2.

¹¹K. Vlassenroot et T. Raeymaekers, op. Cite, p. 214.

éleveurs Hema et les agriculteurs Lendu, même s'il est encore principalement motivé par les conflits fonciers, doit être expliqué dans un contexte plus large de la compétition économique et de la privatisation de la violence¹². Avec l'aide des administrateurs locaux, des membres de la communauté Hema essaient d'étendre leurs droits fonciers sur les terres supposées appartenir aux Lendu. Les soldats ougandais étaient activement impliqués dans l'embrasement du conflit, en entraînant les milices des jeunes Hema et en assurant la protection des Hema en échange de paiements en espèces. D'autres commandants des UPDF ont commencé à entraîner et à armer les milices Lendu¹³.

C'est le 19 juin 1999 que le conflit a éclaté en Ituri à Libi, une localité située à environ 130 km au Nord de Bunia¹⁴.

Selon les sources Lendu, quelques propriétaires terriens Hema appuyés par les autorités locales étaient venus à Libi dans la collectivité des Walendu Pitsi munis de faux titres fonciers pour agrandir leurs concessions au détriment des champs appartenant aux cultivateurs Lendu. Les Lendu devaient, par conséquent, se défendre¹⁵.

Par contre, les sources Hema ont une autre lecture de la chose. Pour eux, la première irruption de la violence serait bien planifiée par les extrémistes Lendu¹⁶.

De manière brève, nous pouvons dire que le cycle de violence en Ituri avait des racines locales datant de la colonisation. Cependant, celles-ci furent renforcées ou accentuées par la politique de diviser pour régner pratiquée par les militaires ougandais qui occupaient l'Ituri pendant la deuxième guerre d'agression de 1998. Qu'en est-il des groupes armés ?

B. Groupes armés

Dans cette partie nous insisterons sur les groupes armés actuellement actifs en Ituri. Par contre, il faut rappeler que les groupes armés suivants étaient actifs en 2003 en Ituri : l'Union des patriotes congolais (UPC) de Thomas LUBANGA, le Front pour l'intégration et la paix en Ituri (FIPI) qui était une coalition entre le PUSIC, le FNI et le FPDC ; le Parti pour l'unité et la sauvegarde de l'intégrité du Congo (PUSIC) du chef Kahwa MANDRO, les Forces populaires pour la démocratie

au Congo (FPDC) de Thomas UNEN CHEN, le Front



A gauche GERMAIN KATANGA www.radiokapi.net
A droite MATHIEU NGUDJOLO <http://www.icc-cpi.int>

nationaliste et intégriste (FNI) de Floribert DJABU NGABU, la Force de résistance patriotique en Ituri (FRPI) du Dr ADIRODO, la Force armée populaire du Congo (FAPC) de Jérôme KAKAWAVE BAKONDE. A ceux-ci, il faut ajouter l'Armée populaire du Congo de MBUSA NYAMWISI¹⁷.

Actuellement la plupart des groupes armés a disparu suite aux programmes DDR menés dans cette contrée et les opérations militaires des FARDC et de la MONUSCO¹⁸. Les arrestations des anciens chefs de guerre et leur transfert à la Cour pénale de justice, les opérations militaires menées dans cette partie du pays ont



COBRA MATATA
Source <http://www.icc-cpi.int>

conduit à la création des nouveaux groupes armés constitués souvent des coalitions des anciennes

¹² Idem.

¹³ Ibidem.

¹⁴ Innocent UNYON VAKPA KATUMBA ORUMA, *Le conflit armé en Ituri, La problématique de sa prévention et de sa gestion*, éd. L'Harmattan, p.59.

¹⁵ Idem.

¹⁶ Ibidem.

¹⁷ Human Rights Watch, *République Démocratique du Congo. Ituri : « couvert de sang ». Violence ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-Est de la RDC*, vol. 15, N° 11 (A), p. 17-18.

¹⁸ Institut de la Vallée du Rift/ Projet Usalama, *L'UPC en Ituri : Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo*, rapport, 2013, p. 46.

milices. Il s'agit principalement du Mouvement de Résistance Populaire du Congo (MRPC) de Eric DHEDONGO et de la Coalition des Groupes Armés de l'Ituri (COGAI) de COBRA MATATA.

Ainsi, la reconfiguration des alliances entre les nouveaux groupes armés de l'Ituri laisse à

LES ENJEUX DE LA PERSISTANCE DES GROUPES ARMES

En effet, comme le souligne un rapport d'Amnesty International, la prolifération dans la région de l'Ituri des groupes armés à connotation ethnique ou communautaire est le résultat du vide créé par la désintégration de l'autorité de l'État en Ituri après le début de la guerre¹⁹, ce qui corrobore avec la thèse de la faillite ou de la fragilité de l'Etat que nous avons énoncé plus haut.

Au début, le conflit iturien était purement ethnique et était basé sur les enjeux fonciers (cfr. Supra). Mais avec la modernisation de cette guerre, d'autres enjeux ont vu les jours. Le professeur PILO aborde dans ce sens en parlant de la naissance du MRPC, « ce mouvement n'est pas une affaire tribale. Les enjeux du nouveau conflit en Ituri sont à classer en deux ordres : les enjeux économiques et les enjeux politiques (échec du programme DDR, non-respect du processus de décentralisation, peur d'être jugé, etc.). Cependant, nous ne parlerons dans cette analyse que des enjeux économiques.

Parlant des enjeux économiques, toutes les ressources naturelles peuvent être considérées comme enjeu de cette guerre. Cependant, dans ce point, nous insisterons sur l'or et le pétrole de l'Ituri vu l'importance de ces minerais. En fait, il y a plusieurs décennies que l'or est exploité en Ituri. Selon Alfred BUJU²⁰, idée que nous soutenons, le constat des retombées de cette exploitation est amer. Il est très difficile de découvrir les retombées de cette ressource non-renouvelable. Quant au lien entre cette ressource et le conflit actuel, le constat est qu'aujourd'hui toutes les localités (Bavi, Gety, Kpandroma, Tcheyi, etc) occupées par les milices notamment du FRPI sont des localités où on exploite l'or. Ainsi, nous pensons que l'exploitation des ressources naturelles en l'occurrence l'or serait l'un des facteurs stimulateurs de l'actuel conflit iturien. Cette thèse fut soutenue par le coordonnateur adjoint de la société civile²¹ et nombreux rapports des ONG nationales et internationales qui pensent que la persistance du conflit en Ituri est due à l'exploitation des ressources naturelles. Qu'en est-il du pétrole ?

En effet, le pétrole constitue une autre ressource stratégique que regorge l'Ituri et qui crée pas mal d'inquiétudes et d'angoisse chez la

croire que la dimension ethnique du conflit a cédé la place à la dimension économique et politique. C'est pourquoi, dans le point suivant, nous parlerons des enjeux de la persistance du cycle de violence dans cette partie du pays.

population iturienne. Cette ressource est à la base de plusieurs tensions entre la RD Congo et l'Ouganda. Plusieurs rapports confirment cette thèse, notamment celui d'International Crisis Group. Selon cette ONG²², le climat congolo-ougandais reste chargé d'accusation et de suspicions à cause de cette richesse. L'Ouganda a renforcé la sécurité autour du lac Albert, situation qui risque d'aggraver la tension entre les deux Etats. Ceci n'exclut pas de constater que l'Ouganda soit derrière la création et la pérennisation des groupes armés pour empêcher l'avancement des travaux d'exploration du côté congolais.

CONCLUSION

L'objet de cette analyse était de chercher les causes des conflits antérieurs en Ituri (1910-2003) puis d'analyser et voir ce qui est nouveau par rapport à l'histoire de cette guerre. Ainsi, avons-nous constaté que le conflit iturien dans l'histoire était ethnique et basé sur les enjeux fonciers. Cependant, avec la modernisation de cette guerre (avec l'utilisation des armes à feu), la dimension ethnique a cédé sa place à d'autres enjeux. Dans cet article nous avons insisté sur l'enjeu économique : l'or et le pétrole de l'Ituri. Nous avons constaté que ces deux facteurs sont devenus à la fois la cause et le financement des activités des milices armées. Nous avons aussi confirmé que la théorie de la fragilité et de la faillite cadrait avec la situation actuelle de l'Ituri étant donné que la prolifération des groupes armés dans cette partie du pays est due à l'effondrement de l'Etat congolais.

¹⁹ Joost VAN PUIJENBROEK et alii, *Processus DDR en Ituri : succès, faiblesses et perspectives*, Pax Christi & RHA, 2008, p. 15.

²⁰ Abbé ALFRED BUJU, *Ressources naturelles : Casser le cycle de la malédiction*, Pole institut & CDJP / Diocèse de Bunia, p. 122 disponible sur

<http://www.poleinstitut.org/document/Actes%20du%20colloque/L%9200R%20ET%20LE%20PETROLEDE%20L%92ITURI.pdf>.

²¹ Cfr supra.

²² International Crisis Group, *L'or noir du congo : risque d'instabilité ou opportunité de développement ?*, Rapport Afrique, N°188, 11 juillet 2012, p.7.

Plus jamais ça!



*Kisangani bilan de la
guerre de six jours*

SCIENCES PHARMACEUTIQUES

EVALUATION DES DANGERS TOXICOLOGIQUES DES MEDICAMENTS TRADITIONNELS UTILISES EN VILLE DE BUTEMBO.



Par Félicien PALUKU MBAHINGANA

Etudiant en P3 PHARMACIE/UCG

Résumé

La protection de la santé est un impératif pour la vie de la communauté. Pourtant, nous constatons que cette santé est menacée en ville de Butembo par l'usage abusif des plantes médicinales. Ce danger est expliqué par plusieurs faits, notamment l'utilisation d'une gamme importante de plantes médicinales sans connaissance ni de leur composition ni des effets et interactions de ces médicaments traditionnels donnés par les tradipraticiens.

INTRODUCTION

En effet, la médecine naturelle est un acquis pour l'amélioration de la santé de la population. Cette médecine naturelle est confondue avec la médecine traditionnelle en ville de Butembo. La majorité de la population de cette ville se tourne de plus en plus vers cette médecine traditionnelle. Nous estimons que cette situation est liée souvent à la non information sur les dangers liés à l'usage de ces médicaments et au manque de moyens financiers.

La non-agressivité des médicaments naturels pousse aussi des riches à se traiter de plus en plus des médicaments naturels (2).

Ceci étant dit, il convient de rappeler que l'effet toxique d'une plante est la propriété qui est exploitée comme effet

thérapeutique (3). Cet effet est utilisé avec précaution et dans des proportions bien déterminées pour éviter l'intoxication des malades. Pour cela, un médicament doit avoir une assurance qualité pour son utilisation (4).



C'est pourquoi, il importe de se poser la question sur la qualité des médicaments traditionnels. Les médicaments, tels que préparés, respectent-ils les normes d'assurance qualité ? Sont-ils vraiment non agressifs ? Les fabricants des médicaments

traditionnels connaissent-ils les dangers liés à leurs utilisations ? Voilà tant de questions qui se posent et qui laissent des doutes sur l'utilisation et l'effet bénéfique des médicaments traditionnels.

L'objectif de ce travail est d'examiner le niveau de connaissance de produits traditionnels par leurs producteurs.

Le but de ce travail consiste à donner des connaissances scientifiques visant à préserver la santé de la population butemboise contre tous les charlatans. Il s'agira également d'orienter les traitants de la médecine naturelle en vue de la crédibilisation de leurs produits souvent de grande efficacité mais de faible crédibilité et non assurance qualité.

I. Matériel et méthode

Nous nous sommes servi d'un questionnaire d'enquête

pour vérifier le niveau de connaissance des tradipraticiens sur leurs médicaments.

Nous nous sommes servi de l'échantillonnage accidentel pour

réaliser cette étude. Il s'est agi d'un échantillon de 50 praticiens. Ils sont répartis de sorte que 35 possèdent des centres de

traitement et 15 travaillent dans leur maison.

Les méthodes statistiques nous ont permis de traiter nos

données. A l'aide de Khi-deux nos données ont été traitées et analysées.

II. Résultats et discussion

Résultats

Tableau I : Distribution de tradipraticiens en fonction de nombre de plantes qu'ils utilisent.

Nombre des plantes	Effectifs de praticiens	%
Plus de 150	29	58
Entre 40et 150	12	24
Moins de 40	9	18
Total	50	100

Tableau II : origine de connaissance des plantes médicinales.

Provenance Classe	Majorité dans les livres	Tout dans les livres	Majorité hors livre	Tout hors livre	Total
Classe I	17	2	16	0	35
Classe II	0	0	13	2	15
Total	17	2	29	2	50

$$\chi_c^2 = 1,8728 \quad , \quad \chi_{0,05,3}^2 = 7,81$$

Tableau III : Niveau de connaissance de contre-indication de médicaments traditionnels

Contre indexation Classe	Connu pour tous les médicaments	Comme pour quelques médicaments	Pas connus	TOTAL
Classe I	1	21	13	35
Classe II	0	5	10	15
Total	1	26	23	50

$$\chi_c^2 = 0,7016 \quad , \quad \chi_{0,05,2}^2 = 6,99$$

Classe I : Classe de praticiens possédant des centres de traitement

Classe II : Classe de praticiens ne possédant pas de centre.

Tableau IV : Composition des plantes utilisées par les praticiens

Composition de plante	Affectif de plantes	%
A alcaloïde	11	7,2
A saponoside	10	12,5
A flavonoïde	32	21,1
A Coumarine	5	3,3
A composition non connue	85	55,9
TOTAL	152	100

Discussion

Le tableau I nous montre que les praticiens utilisent une gamme importante de plantes médicinales. 58 % utilisent plus de 150 plantes médicinales. Mais il se pose la question de savoir si réellement toutes ces plantes ont des effets thérapeutiques. D'où une nécessité de leurs études systématiques. Cette étude conduirait à un développement de nouveaux médicaments qui sont des armes ou moyens pour combattre les maladies.

Le tableau II nous montre qu'il n'y a pas de différence significative au seuil de 5 % entre la provenance des connaissances des plantes utilisées par les praticiens ayant des centres et celle de ceux n'ayant pas des centres ($\chi_c^2 = 1,8728 < \chi_\alpha^2 = 7,81$). On note que 29 praticiens sur 50 ont connaissance de plantes à partir d'autres sources que les livres (traditions orales, essai et erreurs, etc.) tandis que 17 sur

50 ont connaissance des plantes à partir des livres. Cette situation pose un grand risque d'intoxication des patients, vu que la grande partie de praticien traite avec des plantes dont ils n'ont aucune connaissance scientifique de leurs compositions.

Le tableau III nous signifie qu'il n'y a pas de différence significative entre les praticiens ayant des centres et ceux ne l'ayant pas du point de vue connaissance des effets et interaction de médicament. Un sur 50 praticien connaît les contre-indications de ses médicaments tandis que 26 les connaissent partiellement et 23 n'en ont aucune idée. Ceci représente un grand danger d'intoxication aigue qui pourra conduire à la mort du patient.

Le tableau IV nous montre que la majorité de plantes utilisées (55,9 %) n'est pas

connue du point de vue composition chimique ; ce qui constitue un grand risque vu la présence des composés hautement toxique à court terme et à long terme. 7,2 % des plantes contiennent des alcaloïdes, 12,5% des saponisides, 21,1 % des flavonoïdes et 3,3 % des coumarines. Ces composés sont très dangereux et donc avec risque de bioaccumulation. Ce qui conduirait à la longue à une toxicité chronique.

Il ne suffit pas de voir les effets directs du médicament pour proclamer sa non-toxicité. Il faut plutôt étudier sa toxicité immédiate (aigue) et la toxicité tardive (chronique) très dangereuse.

Pour cela, il est impérieux et urgent que cette problématique soit examinée par les pharmaciens, les médecins et d'autres scientifiques.

CONCLUSION

Cette étude portait sur les dangers toxicologiques des médicaments traditionnels utilisés en ville de Butembo. Il s'est agi d'examiner si les médicaments traditionnels respectaient les normes d'assurance qualité. Nous nous sommes posé également la question de savoir si les médicaments traditionnels étaient exactement non-agressifs et si les fabricants de ces médicaments avaient connaissance du danger lié à l'usage de ces produits.

De ce qui précède, nous avons montré que les plantes utilisées par les praticiens sont très nombreuses. Cependant, ces derniers ne connaissent pas suffisamment les effets et la composition chimique de ces produits. Cette situation accroît les risques d'intoxication des patients. Pour cela, l'impératif de protéger la santé de la population s'impose.

Ainsi, recommandons- nous :

1. 1968,243p.

- **Au gouvernement**, de former et financer les équipes constituées des pharmaciens et médecins et d'autres professionnels de la santé pour conduire des études de tous les médicaments traditionnels œuvre de la protection de la santé et d'en faire des médicaments améliorés. Les praticiens propriétaires des médicaments efficaces seront récompensés, dans ce cas, par l'Etat.
- **Au malade**, de s'informer de niveau de connaissance du médicament par le praticien avant de subir un traitement.
- **Au responsable**, de la santé publique en ville de Butembo, dans leur attribution de traquer tous les charlatans qui vendent leur médicament et en font de publicité dans le but seulement commerciale.

SCIENCES ECONOMIQUES ET GESTION

LA PRECARITE DE L'EMPLOI FEMININ A BUTEMBO

L'économie congolaise s'est caractérisée par le délabrement, pendant longtemps, de son tissu économique. Désordres monétaires, recul structurel de la production nationale, pillages, non renouvellement de l'outil de production et, les conséquences de tels dysfonctionnements sur le plan du travail sont les arriérés de salaires, la chute de l'emploi dans le secteur « moderne », etc.... Face à ce genre de situations, des activités de débrouille se sont développées pour essayer de faire face au coût de la vie sans cesse croissant. Parallèlement, on a vu se développer une recrudescence de l'entrepreneuriat féminin, principalement dans les activités « informelles » si bien qu'on peut dire à juste titre qu'en période de crise ; la survie dans la plupart des ménages dépendrait de la capacité d'entreprise de la femme.

Cette montée en flèche de l'emploi des femmes en RDC a suscité plusieurs controverses, au rang desquelles se trouve l'épineux problème de savoir le bien-fondé du travail des femmes en dehors de leurs ménages, surtout lorsqu'elles sont mariées. Il faut dire que les éléments traditionnels de la société congolaise pèsent beaucoup dans ce genre de questionnement. Nous sommes témoins aujourd'hui des débats entre d'une part certains hommes (au sens de personnes humaines de sexe masculin) et d'autre part des femmes qui ne travaillent pas et celles qui travaillent (soit pour leur propre compte, soit qui occupent un emploi

rémunéré) en dehors du ménage. L'essentiel de ces débats porte, entre-autres sur la garde des enfants, les soins dont ils ont à bénéficier de la part de leur mère, de la responsabilité du travail domestique, etc. Notre propos dans ce papier n'est pas de prendre position en faveur de l'une des deux positions défendues, parfois avec véhémence et avec des attitudes péremptoires.

« Le travail est la meilleure des régularités et la pire des intermittences »

Victor Hugo

Nous ne faisons que restituer les résultats d'une étude, lesquels essaient de montrer la précarité de l'emploi féminin à Butembo.



Jimmy MUHINDO VULEMBERA
Tél : +234816453188, +243853746442, +243 993806729

E-mail : jimjev@gmail.com
09, Av. Baye/Bulengya, Butembo, RDC
L2 gestion financière (2011-2012)
Faculté des sciences économiques et de gestion
Université Catholique du Graben

D'entrée de jeu, pouvons-nous rappeler que le principal mobile de l'entrée massive des femmes au marché du travail reste économique : se trouver des revenus.

L'étude²³ nous a renseigné que 60% des femmes employées étaient âgées de moins de 26 ans et que dans une proportion atteignant les 2/3 elles étaient les célibataires. Nous pouvons inférer de ces résultats que les femmes mariées sont exclues des emplois, et cette exclusion est d'autant plus efficace que la sélection des employées est orientée vers les jeunes filles, probablement non encore mariées. Ces résultats, avec certains garde-fous de probabilité, peuvent être généralisés sur tout le marché de l'emploi féminin à Butembo et être considérés comme reflétant sa structure.

²³ .Les informations statistiques ayant ont été recueillies entre janvier et juin 2010.

La rémunération perçue par elles variait entre 10 et 25 dollars américains. Si on la confrontait à l'indice des prix ou même comparée aux dépenses de ces femmes, cela représenterait une rémunération "misérable". Sa moyenne se fixait autour de 13 USD, et dans une approche inférentielle nos estimations – avec un risque de nous tromper de 5 %, soit 1 fois sur 20 – laissaient cette rémunération osciller entre environ 11 et 15 USD. Par voie de conséquence, les possibilités qu'elles avaient de se constituer une épargne étaient très limitées. De même, leur aptitude à réaliser un projet était ainsi négativement affectée. Néanmoins, l'étude a renseigné que certaines de ces employées pouvaient exercer parallèlement une activité. Malheureusement le revenu moyen généré par ces autres activités était du même ordre que celui issu de la rémunération obtenue de l'emploi occupé. Et comme si cela ne suffisait pas, les différentes dépenses mensuelles, évaluées sur base des dépenses de communication, de toilette – lait de beauté et coiffure principalement –, de contribution – à titre par exemple des associations du lieu d'habitation –, et de contribution à la dépense alimentaire du ménage pouvaient englober dès sa réception toute la rémunération obtenue de l'emploi occupé. Et c'était bien le cas : à la réception du revenu, elles en répartiraient la quasi-totalité au paiement des dettes contractées pendant le mois. Ces résultats ont par ailleurs corroboré certaines théories économiques, en particulier celles relatives à la consommation évoluant dans le temps avec le revenu (voire par exemple la loi d'Engels sur la consommation des produits de première nécessité). Ils prouvent que la précarité du revenu oblige celui qui le gagne à consommer "misérablement" – ou à la hauteur de son revenu –.

Nous avons remarqué que la qualification, en termes d'années passées aux études et les diplômes détenus par les femmes ayant constitué l'échantillon de l'étude faite ne sont pas pris en compte dans la détermination (parfois unilatérale, car il manque la négociation) de la rémunération. En d'autres termes, il n'existe pas un barème prenant en considération le diplôme détenu. Mais, fait inquiétant les études faites par les femmes dans le secteur investigué n'étaient pas très diversifiées ; elles se bornaient à certaines filières d'enseignement.

Malgré la médiocrité de leur revenu, les femmes contribuaient aux dépenses de leurs ménages ; surtout les dépenses alimentaires de leurs ménages auxquelles elles contribuaient jusqu'à environ 30 % en moyenne ! C'est le cas principalement des femmes mariées. Ceci conforte les éléments traditionnels de Butembo où les femmes ont toujours contribué largement à la satisfaction des besoins alimentaires de leurs ménages. Mais, en même temps ceci met en lumière un autre problème : la pauvreté monétaire des ménages de Butembo. Si un membre du

ménage peut apporter jusqu'à environ 30% de contribution à la consommation alimentaire du ménage, alors que son revenu est misérable, alors il faut dire les dépenses alimentaires du ménage sont très minimales. Ainsi, il est probable que dans les ménages des femmes enquêtées on connaisse des problèmes proches de la sous-nutrition, voire de la malnutrition. Mais, nous pouvons préciser qu'il s'agit encore de simulations qui méritent d'être vérifiées.

Pour sortir de cette impasse, nous pouvons suggérer en amont la diversification des études chez les femmes dès le niveau où elles doivent effectuer un choix pour s'orienter vers un ou un autre domaine. Cela devrait, à notre avis, influencer sur leur capacité à avoir de l'emploi plus tard à travers le mécanisme suivant ; la concentration des jeunes filles dans certaines filières d'études considérées comme féminines a comme point de chute l'ouverture à une gamme limitée de débouchés. Cela est d'autant plus néfaste que leur demande de travail, à la sortie des écoles et/ou universités et autres institutions d'enseignement, peut à tout moment excéder largement l'offre de travail des entreprises et/ou des organisations pouvant absorber les compétences produites par des domaines d'études faits par les femmes. Or, si sur un marché particulier la demande excède l'offre du travail, l'ajustement qui en résulte sans conteste est un taux de salaire faible. Il est alors très probable que ceux/celles qui travaillent acceptent de travailler au faible taux de salaire par peur de perdre leur emploi, si jamais ils/ils revendiquaient quelque amélioration. La raison en est simple : il existe dans ce cas une bonne « armée de réserve »* à laquelle peut recourir à tout moment les employeurs.

En aval, nous suggérons qu'il se crée une (des) association (s) ou à la limite un (des) syndicat (s) des femmes employées. Pour négocier leurs avantages collectifs, elles pourraient y arriver plus facilement par un syndicat qu'en ordre dispersé. L'une des premières avancées qu'elles peuvent obtenir à travers ce genre d'initiative est par exemple la signature des contrats de travail.

Nous en appelons aussi à la conscience des employeurs qui courent un grand danger de se faire saigner de leurs liquidités si certaines employées mal intentionnées décident de se rémunérer. On peut nous rétorquer que les entrepreneurs comparent productivité d'un employé (e) et rémunération de celui/celle-ci. Mais cette remarque ignore, à notre avis, des modèles qui mettent en relation positive rémunération élevée et forte productivité. D'ailleurs, une rémunération de vivre, rentre dans les éléments de motivation des employés. Des modèles relatifs à

* Nous n'avons pas l'intention de raviver les diverses controverses doctrinales en économie. Mais, il convient de souligner ici que nous croyons au libéralisme économique et à ses multiples bienfaits.

cette question sont analysés, dans la théorie économique et managériale, à l'instar des notions qui se retrouvent en filigrane dans la théorie du salaire d'efficience ou dans la pyramide des besoins d'Abraham Maslow.

PS : Pour ceux qui veulent élargir leur connaissance en matière d'emploi féminin, en RDC et en Afrique, lire Rosalie MALU MUSWAMBA, *Le travail des femmes en République démocratique du*

Congo : exploitation ou promesse d'autonomie ?, Paris, UNESCO, 2006, 117 (livre disponible en version électronique aussi), ou BIT, *Les tendances mondiales de l'emploi des femmes*, Genève, Bureau International du Travail (ces tendances sont publiées chaque année par le BIT). Ces deux éléments font partie de la webographie.



Devinettes

*Mon premier ouvre les portes.
Mon deuxième étanche la soif.
Mon troisième garde les moutons.
Et mon tout a été reine en Egypte.*

*Mon premier est le symbole chimique du potassium.
Mon deuxième est un adjectif possessif féminin.
Mon troisième signifie meuble sur lequel on se couche pour se reposer ou dormir.
Et mon quatrième désigne en box, l'état d'une personne obnubilée par un coup de poing fatal.*

✓ Cle-eau-pâtre (Cléopâtre)
✓ K-ta-lit-ko (KATALIKO)

Solutions :



La Rawbank est un acteur bancaire de référence, global et innovant, créateur e

t distributeur de produits bancaires, financiers et monétaires performants et profitables à l'ensemble de sa clientèle congolaise et internationale.

Soucieuse de la qualité de ses produits et services qui doivent respecter la règle de 3 R

(à savoir **Rapidité, Rigueur et Respect**), la Rawbank est un entrepreneur financier respectueux des valeurs sociétales, à l'écoute des besoins et des attentes de toutes les composantes de son marché cible. (Institution universitaire, entreprises privées et publiques, organismes internationaux, ambassades, ONG, particuliers commerçants et non commerçants, etc...)

A Butembo elle a ouvert les portes de sa 36^e agence à la clientèle le 22/10/2012 sur l'adresse : 9472, Av. Président de la République, Q. Kambali, Com. Vulamba, à

La Rawbank a une gamme très variée de produits et services que nous ne saurions pas vous épinglez à l'instant, et nous nous étalerons que sur le compte Academia et le compte épargne Fidélité.

COMPTE ACADEMIA

La **RAWBANK** est la seule banque à avoir penser aux étudiants. En effet, elle a pensé offrir un compte jeune pour un public jeune. Par là nous pensons au « COMPTE ACADEMIA ».

Tu es jeune, dynamique et tu veux avoir ton propre compte bancaire et être connecter au monde financier ? **Eh bien Academia est conçu pour toi, oui pour toi jeune intellectuel !**

Pourquoi dois-je avoir un compte Academia ainsi qu'une carte Academia ?

- ✚ Pour constituer mon épargne ;
- ✚ Pour bénéficier d'un intérêt créditeur de **4% l'an** sur mes dépôts
- ✚ Pour recevoir un transfert, sans frais d'envoi, en provenance des villes où il y a une agence **RAWBANK**;
- ✚ Pour l'achat et recharge de crédits de communications: vodacom, Airtel et tigo
- ✚ Pour retirer sans frais mon argent avec ma carte bancaire sur les distributeurs automatiques de billets (D.A.B) installés devant les agences Rawbank à travers le territoire national.
- ✚ Pour retirer mon argent avec la carte 24H/24 et 7 jours/7.

Quoi faire pour avoir un compte academia et une carte academia ?

Très simple !

- ✚ Avoir l'âge compris entre 0 et 28 ans
- ✚ 2 photos passeports en couleur

- ✚ La photocopie de votre carte d'identité ou d'étudiant.

COMPTE FIDELITE

Plus n'est besoin de garder son argent à la maison ni même de l'enterrer. La Rawbank a encore pensé à vous. Le compte Epargne Fidélité ainsi que la carte fidélité sont là.

Pourquoi dois-je avoir un compte Epargne ainsi qu'une carte Fidélité de la Rawbank ?

- ✚ Pour constituer mon épargne
- ✚ Pour garder mon argent sans payer le frais de tenue de compte
- ✚ Pour assurer mes économies et épargnes contre toute insécurité et le risque de diminution de la valeur faciale de mes avoirs monétaires due à la détérioration des billets gardés à la maison
- ✚ Pour bénéficier d'un intérêt de **2% l'an** sur mes dépôts
- ✚ Pour avoir la certitude de retirer mon argent 7 jours/7 et 24H/24 avec ma carte bancaire

Quoi faire pour avoir un compte Epargne ainsi qu'une carte Fidélité de la Rawbank

Encore Très simple !

- ✚ Avoir au moins 18 ans d'âge,
- ✚ Avoir 2 photos passeports en couleur
- ✚ Avoir la carte d'identité (carte d'électeur, passeport en cours de validité ou le permis de conduire)

Afin, la Rawbank agence de Butembo, vous invite massivement à ouvrir vos comptes, selon votre

préférence, comme décrit ci-dessous.

RAWBANK

is my bank.

Un compte jeune, un compte libre !



 academia

« DE LA GESTION DE L'ÉROSION HYDRIQUE EN VILLE DE BUTEMBO : CAS DES BERGES BOISÉES DES RIVIÈRES KIMEMI ET WAYIMIRYA »

1. INTRODUCTION

L'imperméabilisation des vastes étendues des terres consécutive à une expansion spatiale rapide de la ville de Butembo a généré des problèmes environnementaux qui affectent sa structure urbaine. La ville, en effet, est confrontée à des risques hydrologiques diversifiés, tels les ravinements progressifs et régressifs, les inondations, les glissements de terrain, etc.²⁴.

Outre l'action combinée de son relief accidenté (1750 m d'alt. moyenne²⁵) et de sa précipitation annuelle (1365 mm) typique de la zone équatoriale²⁶ dont elle fait parti (0°5-0°10' lat. Nord)²⁷, son substrat géologique étant fragile et par conséquent sensible à l'érosion²⁸, les eaux de ruissellement sont entraînées à une vitesse élevée vers les exutoires qui sont les différentes rivières drainant la ville de Butembo et y provoquent différents processus érosifs sur les berges qui deviennent ainsi vulnérables.

Pour lutter contre cette érosion de berges ou du moins pour la prévenir, différentes méthodes sont appliquées. Parmi elles, la méthode des berges boisées s'avère la plus utilisée par la population habitant le long des cours d'eau en ville de Butembo. C'est cette dernière qui a attiré la curiosité de notre recherche qui s'assigne pour objectif d'analyser l'efficacité et l'efficacité de ce mode de gestion des berges qui, depuis l'aurore des temps, a été inculqué à nos populations comme la meilleure. Néanmoins, notre hypothèse de départ étant telle que cette méthode n'est pas une panacée quant à la lutte contre l'érosion des berges, nous essayerons d'en démontrer les revers en la comparant à la ripisylve (qui est naturelle)



Par MBUSA WASUKUNDI Muyisa,
G3 Eaux et Forêts, Fac Agro/UCG/Bbo

dont la définition sera donnée dans les points qui suivent.

2. METHODOLOGIE ET MILIEU D'ETUDE



Fig4 : Diminution progressive de l'espace boisé
le long de la rivière WAYIMIRYA.

D'observation et documentaire, une approche descriptive consistant à observer la situation, à la décrire et à en tirer de conclusions qui seront éventuellement illustrées par des données documentaires, a constitué la démarche de notre étude. Un questionnaire d'enquête soumis à des populations riveraines de nos deux rivières d'étude, moyennant un échantillon accidentel, a épaulé notre méthode pour la collecte de nos données qui seront essentiellement qualitatives.

²⁴ SAHANI, M., 2011, *Le contexte urbain et climatique des risques hydrologiques de la ville de Butembo* (Nord-Kivu, RDC), Thèse de doctorat, ULg.

²⁵ SAHANI, M., 2011, « Analyse diachronique du développement de la ville de Butembo par comparaison d'approches de télédétection délimitant sa trame urbaine d'un demi-siècle (1957-2008) » in *Parcours et Initiatives*, CRIG-UCG, n°9, 2011, pp145-167.

²⁶ BULTOT, F., 1950, *Régimes normaux et cartes des précipitations dans l'Est du Congo-Belge pour la période 1930 à 1946*, Bruxelles, INEAC.

²⁷ SAHANI, M., *Op Cit*.

²⁸ VYAKUNO E., 2006, *Pression anthropique et aménagement rationnel des hautes terres de Lubero, rapports entre société et milieu physique dans une montagne équatoriale*, Thèse de doctorat, tome I, Université de Toulouse II-Le Mirail

S'agissant du milieu d'étude, nous avons ciblé les deux rivières Kimemi et Wayimirya, non seulement pour leur importance en ville de Butembo, mais aussi pour les cas d'érosion particulièrement envoutants qui y sévissent actuellement.



**Fig2 : Tronc d'arbre tombé dans la rivière
KIMEMI**



**Fig1 : Erosion régressive, rivière
WAYIMIRYA**

De cas de ravinement régressif ont quant à eux été constatés sur son bief(tronçon)allant de l'Institut Wapole jusqu'à Vichai .

Il convient de remarquer avec nos enquêtes que tous ces phénomènes érosifs se produisent malgré la présence d'arbres le long de ces cours d'eau. D'ailleurs, les masses de terre qui s'écroulent entraînent souvent avec elles ces arbres qui parfois constituent des embâcles dans les rivières ou peuvent couler jusqu'à une distance donnée avec l'eau, parfois lors des crues. Ce phénomène est souvent imputable à l'action combinée des vents violents et fortes pluies. Cependant, même à l'absence des pluies, le vent en lui seul est capable de provoquer la chute d'un arbre arrachant de la berge une masse importante de terre. C'est ce qui est constaté par exemple au niveau de l'évêché (R. Kimemi) où une érosion par sapement de base a rendu précaire l'avenir de quelques Eucalyptus sur la berge. La même situation est possible lorsque sur la berge concave d'un méandre qui est la plus érodée, les racines des arbres sont extériorisées progressivement sur le talus. D'autres facteurs comme le séisme, la simple fragilité des berges lorsque celles-ci sont temporairement ou en permanence gorgées d'eau, ... sont susceptibles de provoquer une chute éventuelle d'arbres quand ils constituent la seule végétation sur la berge, ce qui est toujours le cas en ville de Butembo .

Nos deux rivières d'étude sont réellement en proie à une érosion de berges sans précédent qui se manifeste par des pertes de terre dues à des glissements de terrain, effondrement des masses, sapement de base du talus, ... Arbres et bananiers sont parfois entraînés par cet écroulement des berges de sorte qu'à beaucoup d'endroits, la végétation arboricole disparaît progressivement.

Il va sans dire, par ailleurs, que l'érosion des berges exerce de l'influence sur la morphologie fluviale²⁹. En effet, l'on remarque à certains endroits des nouveaux méandres (courbures) qui se forment suite à un glissement de berges prononcé (cas de la R. Wayimirya au Q. Vutetse).

De même, l'action sur la formation des terrasses (anciens lits de rivière³⁰) se caractérisant par le déplacement du lit de la rivière pour affecter ainsi par surcreusement de la vallée les parcelles de la rive vers laquelle il se dirige, est une réalité qui a été visible au niveau du pont MBUMBA (rivière Wayimirya).

Qu'en est-il de la comparaison entre le boisement des berges et la ripisylve ? Celle-ci est tout d'abord définie comme étant l'ensemble des formations boisées, buissonnantes et herbacées présentes sur les rives d'un cours d'eau et ayant comme rôles hydrologiques principaux la

²⁹www.wikipédia.org

³⁰VYAKUNO, E., 2006, *Cours de géomorphologie*, Inédit, Fac Agro-UCG/Bbo

protection des berges et l'épuration de l'eau³¹. Cette définition ne vaut pas pour les berges boisées de la ville de Butembo en ce sens qu'elles manquent les deux autres éléments essentiels de la ripisylve qui sont la strate arbustive et la strate herbacée.

C'est, en fait, l'association des systèmes racinaires des 3 étages qui composent la ripisylve qui assure la stabilisation des berges étant donné que la strate herbacée qui doit être composée de beaucoup de graminées fixe le sol à l'échelle des mottes grâce à ses racines fasciculées, la strate arbustive (buissons) devant fixer de petites portions de terre plus grandes que celles fixées par la précédente, tandis que la strate arborescente, par son enracinement profond et pivotant, fixe le tout et ainsi la berge se trouve stabilisée³². Cependant, les berges boisées de la ville de Butembo ne peuvent l'être étant donné qu'elles ne sont composées que des arbres isolés et qui peuvent d'ailleurs en exacerber l'érosion par le surpoids de leur biomasse et leur action combinée avec les différents facteurs et phénomènes évoqués dans le paragraphe qui précède.

CONCLUSION

A la lumière des résultats de notre étude, il s'est avéré que le boisement des berges tel que pratiqué dans la lutte antiérosive en ville de Butembo n'est pas une panacée. Le vent, l'érosivité du sol, l'érodibilité des fortes pluies qui caractérisent la région, le séisme, le poids de la biomasse, ... sont autant de facteurs qui provoquent la chute des arbres entraînant avec eux des masses de terre qui s'écroulent dans le lit

ripisylve dont l'efficacité dans la stabilisation des berges a été démontrée.

Telle est la pensée que nous avons à partager avec nos lecteurs. Il a eu –reconnaissons-le– pour objet, un problème environnemental posé dans un pays en développement. C'est ainsi que, conscient de la limite de notre travail, nous ne pourrions nous donner le luxe d'interdire ce mode de gestion des berges par le boisement étant donné le rôle écologique indéniablement reconnu pour les arbres, sinon de proposer aux recherches ultérieures d'étudier dans quelle mesure cette pratique serait efficace. Il s'agira alors de proposer différents modes d'entretien ou interventions sur les arbres des berges, comme par exemple la technique dite de l'« arbre têtard » consistant à recevoir les arbres à un âge donné pour générer de repousses qui à leur tour seront régulièrement afin de maintenir ainsi les arbres à un niveau toujours bas, une technique qui en réduirait en même temps les risques de la chute qu'elle préserverait la biodiversité végétale et même animale.

Par ailleurs, l'urbanisation étant une fatalité, la solution n'est pas non plus de demander aux populations riveraines de déménager des lits majeurs de nos deux cours d'eau jusqu'à une distance de 40m, ce qui serait l'idéal selon les normes environnementales, mais nous lui proposons tout d'abord une prise de conscience de l'ampleur du problème consistant à attaquer l'érosion en amont car, dit-on toujours en substance: « Mieux vaut prévenir que guérir ».



des cours d'eau. Il s'est ensuite avéré que cette pratique ne répond pas à la définition de la

Fig3 : Sapement de base d'une berge basée à la rivière KIMEMI(Evêché)

³¹MUTIVITI. G., 2013, *Cours des Techniques de Conservation et Amélioration des sols*, inédit, fac Agro-UCG/Bbo

³²*Ibidem*

MEDECINE VETERINAIRE

DE L'UTILISATION INTELLIGENTE DES PRODUITS DE L'ELEVAGE CAS SPECIFIQUE DU LAIT DE BREBIS.

INTRODUCTION

L'alimentation est indispensable à la vie³³. Au regard, il a été proclamé en 1948 par la *Déclaration universelle des droits de l'homme* que le droit à l'alimentation est un des principes fondamentaux³⁴. De même, la *Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition*, adoptée en 1974, déclare que chaque personne a le « droit inaliénable d'être libérée de la faim et de la malnutrition afin de se développer pleinement et de conserver ses facultés physiques et mentales »³⁵. Aussi, en 1992, la *Déclaration mondiale sur la nutrition* a-t-elle reconnu que « l'accès des aliments nutritionnellement appropriés et sans danger est un droit universel »³⁶.

Pourtant des millions d'individus sont encore marqués par les ravages de la faim et de la malnutrition ou par les conséquences de l'insécurité alimentaire. La cause réside-t-elle dans le manque de nourriture ? Absolument pas : il est généralement



Gérardine MUGHOLE MAHAMBA

E-mail mugholemahamba@rocketmail.com
G3 Agronomie



admis que les ressources de la terre globalement considérées peuvent nourrir tous ses habitants³⁷.

Telle est la situation de notre pays, particulièrement de notre province et de notre ville. Les ressources susceptibles d'éradiquer l'insécurité alimentaire bien que disponibles, ne sont pas exploitées d'une façon raisonnable : ce sont, à titre d'exemple, les terres vacantes, certains produits et sous-produits d'origine animale,...

Notre attention est orientée vers la production animale en l'occurrence le lait, source indubitable de protéine, laquelle suffit pour combler ladite carence car l'insécurité alimentaire se manifeste par le manque de nutriments essentiels tels les protéines, les vitamines, etc.³⁸

³³ Carole L. V., *Science et technologie du lait, transformation du lait, Fondation de la technologie laitière du Québec*

³⁴ ONU, *Déclaration universelle des droits de l'homme* du 10 décembre 1948

³⁵ ONU, *Conférence mondiale de l'alimentation, Rome, 16 novembre 1974*

³⁶ FAO et OMS, *Conférence internationale sur la nutrition, Déclaration mondiale sur la nutrition, Rapport final de la conférence, Rome, 1992*

³⁷ FAO, *L'ampleur des besoins. Atlas des produits alimentaires et de l'agriculture*, Rome, 1995

³⁸ Encarta 2009

Il s'agira dans cet article, du lait de brebis dont nous étalerons les potentialités : il est riche de par sa composition et accessible à tous les petits éleveurs.

METHODOLOGIE ET MILIEU D'ETUDE

De par notre observation et grâce à la documentation, nous avons pu réaliser l'extraordinaire richesse du lait de brebis.

En effet, nous avons observé que la brebis ne fournit pas assez de lait (à peine deux à cinq millilitres par traite, pourtant les agneaux présentent une croissance on ne peut plus rapide. Ceci est sans doute dû à la composition de ce lait.

Aussi, plusieurs auteurs ont-ils prouvé que ledit est exceptionnellement riche tant en matières grasses qu'en matières sèches (protéines, glucides et minéraux).³⁹

PRESENTATION DES DONNEES

Il est vrai que tous les laits ou mieux les laits de différentes espèces animales sont constitués de mêmes éléments. Néanmoins, les proportions de ces constituants diffèrent nettement.

Tableau I : Composition moyenne du lait de différentes espèces animales⁴⁰

Animaux	Eau (%)	Matières grasses (%)	Protéines (%)	Glucides (%)	Minéraux (%)
Vache	87,5	3,7	3,2	4,6	0,8
Chèvre	87,0	3,8	2,9	4,4	0,9
Brebis	81,6	7,4	5,3	4,8	1,0
Chamelle	87,6	5,4	3,0	3,3	0,7
Jument	88,9	1,9	2,5	6,2	0,5

Source : Université de Guelph, Ontario, 2011

La composition du lait est variable en fonction de l'espèce, de l'alimentation de l'animal. Il ressort dans le tableau ci-dessus que le lait de la brebis est riche de par sa composition.

Aussi, le Mémento de l'agronome renchérit-il que le lait de brebis présente quelques spécificiques : il est riche en matières sèches (190g/kg) et en matières grasses (60 à 80g/kg) comparativement aux laits des autres ruminants⁴¹.

Les teneurs en matières azotées (entre 50 et 60g/kg), en calcium (2g/l) et en phosphore (1,5g/l) sont également plus élevées que dans les laits de vache et de chèvre. Cette composition donne une valeur énergétique élevée au kilogramme de lait de brebis (supérieur à 1000 kcal).



³⁹ Mémento de l'agronome

⁴⁰ Carole L. V., *Science et technologie du lait, transformation du lait, Fondation de la technologie laitière du Québec*

⁴¹ Mémento de l'agronome

CONCLUSION

En définitive, nous venons de constater que plusieurs auteurs ont réalisé la richesse du lait de brebis de par sa composition ou mieux les proportions de ses constituants.

Le lait des bovins est le plus consommé dans notre milieu. Pourtant, toutes les couches sociales, eu égard à leur pouvoir d'achat, ne sont pas capables de s'en procurer. Comme l'élevage des ovins, c'est-à-dire des moutons est facile à réaliser et accessible à toutes les couches sociales, nous suggérons aux éleveurs de consommer le lait de brebis, non seulement pour son accessibilité (aux petits éleveurs bien sûr) mais surtout pour sa richesse en protéines, en glucides et en minéraux.

LA FORMATION QUE LES ETUDIANTS ACQUIERENT A L'UNIVERSITE DONNERA-T-IL UN AVENIR MEILLEUR DANS LE FUTUR ?

L'Université, dans ses missions de former intégralement les chercheurs (étudiants) afin que ceux-ci rendent service à la société pour la transformation de cette dernière, permet également à toute une nation de changer.

La conduite de changement vise à maîtriser une mutation ou une évolution des structures et du fonctionnement de l'organisation sociale affectant les rapports sociaux (modes de vie, mentalités...).

Les transformations ne sont pas provisoires ou éphémères et modifient la structure ou le fonctionnement de l'organisation sociale d'une collectivité donnée, ce qui influence le cours de l'histoire.

La conduite du changement vise à permettre à une personne d'évoluer dans ses comportements et ses perceptions du monde et des situations.(1)

Raison pour laquelle d'aucuns s'interrogent si la formation que les étudiants acquièrent à l'université donnera-t-il un avenir meilleur dans le futur.

Quel est l'état de l'étudiant congolais d'aujourd'hui ?

Comment l'Etat congolais garantie la survie de cet intellectuel ?

Qu'est-ce que la nation attend de lui ?

Ces questions, quoique minimes, constitueront la portée fondamentale de cette composition argumentée.

En effet, la vie universitaire communément appelée « Monde académique » paraît étrange pour



Dalton KAMBALE MUNYAMBALU

Deuxième Doctorat de Médecine/U.C.G.-

Président des Etudiants (2012-2013)

ceux qui y sont novices pendant qu'elle serait aisée et simple qu'on ne le pense.

Arrivés à l'Université, les nouveaux étudiants ne semblent généralement s'y prendre. Ils sont épouvantés d'un côté par ce changement de mode d'enseignement et de vie, de l'autre inquiétés par le fameux bizutage, communément appelé "bleusaille".

Le bizutage (Europe) ou initiation (Amérique du Nord) est un ensemble de pratiques, épreuves, traitements ritualisés et imposés, destinés à symboliser l'intégration d'une personne au sein d'un groupe social particulier : étudiants, militaires, professionnels, etc. (2)

Cette pratique ne paraissant pas étrange, a été introduite en R.D.C par les colonisateurs. Elle

a pendant longtemps été prospère dans les écoles secondaires ainsi que dans les établissements d'enseignement supérieur et universitaire, même dans les géoles.

Le "bizutage" ou "bleusaille" consistait pour les étudiants anciens qui s'affublaient du vocable révélateur de "vieux loup" à infliger des traitements humiliants et dégradants aux nouveaux venus à qui ils collaient l'étiquette méprisante de "Bleus", ces traitements humiliants qui étaient tacitement cautionnés par les autorités scolaires ou académiques (aussi bien laïque que consacrées) s'étaient sur tout le premier trimestre au cours duquel les nouveaux étaient torturés pendant les heures libres au grand plaisir des anciens et avaient soit disant pour but de « faciliter » l'intégration de nouveaux venus à leur milieu. Les récalcitrants étaient sauvagement et copieusement passés à tabac par leurs bourreaux : les fameux "vieux loups". Une façon très étonnante d'accueillir autrui et de pratiquer la fraternité et l'hospitalité dont aiment se gargariser les Africains.

Diabolisée à juste titre par le gouvernement, la "bleusaille" a été formellement interdite par ce dernier en 1973-1974 pour incompatibilité avec l'authenticité zaïroise inventée par Mobutu. Malheureusement les nostalgiques et sadiques ont toujours eu tendance de ressusciter ou de perpétuer le "bizutage" (3).

Dans nos traditions, l'évolution ou le passage à une étape de la vie était sanctionné par des techniques d'initiation. Ainsi, le monde universitaire n'échapperait-il pas à cette manière de voir les choses.

Pas plus tard qu'il y a cinq ou dix ans, nous voyions les nouveaux (boulets, boulettes) exécuter à tous les ordres donnés par un ou des anciens (Poils/Polsines) : Tondre les cheveux, danser à tout rythme, nager dans la boue et les eaux stagnantes, recevoir des coups de poing, exécuter des chants obscènes, démontrer des salutations académiques...

Ces étapes franchies, l'on pouvait alors arriver aux cérémonies d'intégration où toutes les activités compétitives organisées étaient en faveur des anciens.

Était-ce la meilleure façon d'accueillir les nouveaux à l'université ? Nous ne pensons pas puisque ces pratiques portent atteinte à l'intégrité physique de la personne (Droits de l'homme).

Le ministère congolais de l'enseignement supérieur, universitaire et recherche scientifique de par son instruction académique n°014/MINESURS/CABMIN/2012 à l'attention des chefs d'établissements publics et privés stipule :

"La pratique rébarbative dite « bleusaille » est interdite dans tous les établissements de l'E.SU.

J'en appelle à la vigilance tous azimuts de chacun et de tous. Les autorités académiques sont obligées, lors de la semaine d'initiation à la vie universitaire de sensibiliser les étudiants à la non pratique de la bleusaille.

L'étudiant qui contreviendra à cette disposition sera définitivement exclu de l'Enseignement Supérieur et Universitaire" (4).

Bien de gens ont connu des chocs graves dans la vie à cause de cette pratique. Cette dernière procurerait beaucoup plus d'effets néfastes que d'avantages. Ces avantages n'ont de sens que si la bleusaille est pratiquée dans la non-violence.

Bien sûr, nous constatons avec regret aujourd'hui que certains étudiants sont devenus naïfs, poltrons dans la revendication de leurs droits.

Certains pensent que la bleusaille aide à laver la lâcheté dans le chef des nouveaux. Sans elle, ces nouveaux n'auront pas l'esprit d'équipe dans la revendication de leurs droits. C'est une formation qu'ils subissent pour leur propre bien (un mal nécessaire).

Aussi, comme on le dirait, à l'absence des douleurs d'enfantement, on risque de ne pas être attaché à son enfant. Ce sont des douleurs qui scellent l'attachement de la mère à l'enfant.

Si le boulet n'a pas subi ces pratiques, à la longue, il aura du mal à assurer son vrai "rôle d'étudiant" comme on le pense dans notre pays.

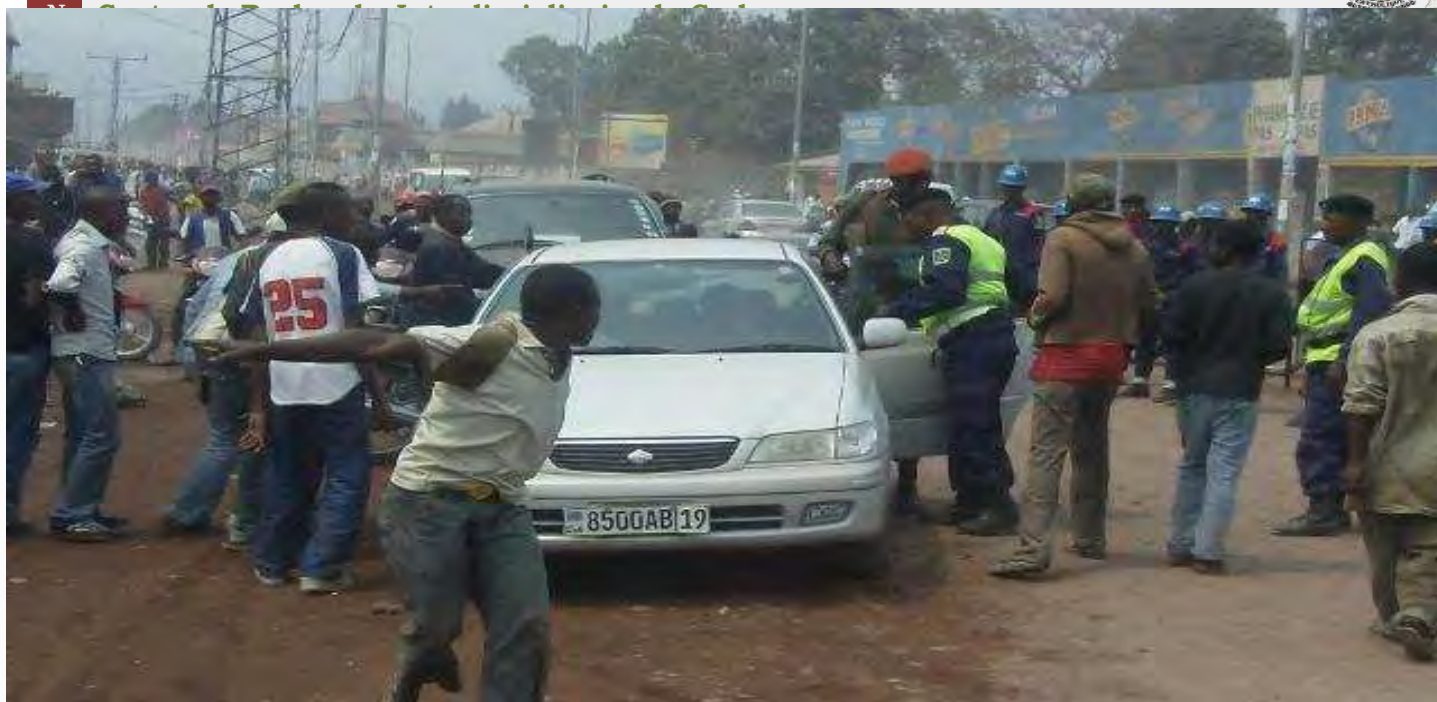
Donc les pratiques d'initiation valent la peine mais dans la liberté de la personne. Comme le disait Etienne de la Boetie ; "Quand on est habitué à la liberté, on a horreur de la perdre". Et puis qu'on a horreur de la perdre, on est porté à se battre pour la conserver.

Sachons également qu'il y a plusieurs manières de former les gens à avoir un même esprit en équipe. Ainsi, seront -ils toujours à mesure de revendiquer leurs droits.

"Un universitaire est un chercheur, "dit-on.

Ceci suppose que l'étudiant doit exactement avoir en lui certains traits dignes d'un chercheur.

Dans mon pays, où l'excellence, a laissé place à la médiocrité, force est de constater qu'il n'est pas le cas pour la plupart. Nombreux sont "partisans de la vie facile" ou "partisans du moindre effort". On s'efforce de réussir même par des moyens illicites, juste pour avoir le diplôme (la fin justifie les moyens). Au Congo, nous disposons



de plus d'antivaleurs dans le succès ou la réussite (monter de promotion) : cotes sexuellement transmissibles, branchement, phénomène les "enfants d'abord"...

Avec l'avènement de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), surtout dans cette mouvance du 21ème siècle, où posséder l'information est également synonyme de posséder le pouvoir, l'étudiant congolais ne doit pas rester en marge.

En qualité de chercheur, nous devons être informés, cultivés, en dépit de cette fracture numérique [inégalité face aux possibilités d'accéder et de contribuer à l'information, à la connaissance et aux réseaux, ainsi que de bénéficier des capacités majeures de développement offertes par les NTIC. Cette inégalité est fortement marquée entre les pays développés d'occident et les pays du sud, dits en voie de développement (5)] observée dans ce monde de plus en plus mondialisé.

Tous les étudiants, ont-ils accès à des ouvrages ?

Combien ont déjà entendu parler d'une bibliothèque virtuelle ?

C'est dans le choc d'idée que la lumière jaillit. D'où l'utilité de la culture de débat. Engageons-nous réellement, entre nous des débats dignes et constructifs ? Si oui, cela se réalise dans quelle langue ?

La langue officielle et d'enseignement dans notre pays, demeure sans contestation, le Français. Cependant, il suffit de réaliser une ronde dans nos sites universitaires pour se rendre compte d'abus de cette langue de Sévigné pendant que notre pays est réputé deuxième nation francophone du point de vue démographique.

**Posséder l'information,
c'est détenir le pouvoir.**



De tout ce tableau sombre démontré ci-haut, l'Etat congolais est en majeure partie, responsable.

La qualité de l'enseignement prônée par notre gouvernement doit être appliquée à tous les niveaux. (Normes de viabilité d'un établissement d'enseignement supérieur portant sur les infrastructures en propre, les matériels didactiques et les ressources humaines (4). C'est le même Etat qui agrée au jour le jour des instituts supérieurs et universités. Et ces écoles ont à leur tête des icônes, mieux réputées" dans notre pays. La preuve est que, dans notre chère

ville de Butembo (province du Nord-Kivu), nous dénombrons plus de 25 instituts supérieurs et universités.

Ces institutions organisent –elles réellement une formation de qualité ? Avec quelles infrastructures ? Et le personnel ? Des universités pullulent comme des micro-organismes dans une plaie infectée.

Au 30 juin 2011, sur 1300 établissements publics et privés, seuls 71 avaient au moins un professeur propre, soit 5,5 % et 1229 n'avaient aucun Professeur propre, soit 94,5 %. Or d'après les normes de l'UNESCO en la matière, il faut : 1 professeur pour 10 étudiants, un professeur pour 4 scientifiques et 10 enseignants pour un administratif. (6).

Ayant reçus une formation douteuse dans la pire misère car privés de certains avantages sociaux (bourses d'étude et autres), nous ne semblons plus être efficaces sur terrain. Les diplômes nous décernés ne sont en vérité, dignes de foi et de confiance sur le marché de l'emploi ; pour le peu qui a la chance ou la faveur d'être embauché.

Dans l'immense majorité de cas, ce sont les "sans espoir d'emploi". Si le chômage figure de nos jours, parmi les problèmes généraux dans nos Etats, la RDC est parmi les pays où il a certainement élu domicile.

Quant aux enseignants, le peu que notre pays compte (à peu près 1300) sont en grande majorité, avancés en âge (âge moyen estimé à 65 ans) (6). Ces derniers ne sont pas rémunérés comme il faut. Par conséquent, la pauvreté survient. Or, point n'est besoin de réaffirmer que cette dernière serait à la base de beaucoup de maux en Afrique.

Pour tout dire, l'Etudiant congolais d'aujourd'hui a un grand rôle à jouer pour transformer sa patrie (mission de l'université, à par la recherche, le service et la formation). Il doit œuvrer pour le développement de son pays, lequel dépend pleinement de lui. Ce processus ne pourra être harmonieux que lorsque la mauvaise image qu'on a de lui pourra bien changer.

En définitive, c'est aujourd'hui qui prépare demain. Partis d'une pensée selon laquelle l'Etudiant d'aujourd'hui doit en premier lieu, cultiver les vraies valeurs et procéder au changement de mentalité, nous avons également prouvé que notre Etat serait à la base de la baisse ou de la mauvaise qualité de l'enseignement à tous les niveaux.

Ainsi, avons-nous intérêt à bien préparer le présent par une bonne culture universitaire. Et la

nation attendra de nous, des citoyens utiles pour son épanouissement (développement). Nous affirmons sans ambages ; "IL Y A DE L'ESPOIR !".

Recommandations

1. Aux décideurs (gouvernement)

- * D'agréer les universités viables et d'assainir celles ne respectant pas les normes
- * De veiller à un enseignement de qualité, tout en assurant la promotion des formateurs et en fournissant toutes les conditions possibles pour l'épanouissement du futur cadre de demain (droits de l'étudiant, assurance d'emploi...]
- * De lutter contre l'impunité en milieu universitaire

2. Aux formateurs

- * Veiller au bel encadrement des Etudiants selon les normes standard reconnues aujourd'hui, dans un esprit d'amour, de sacrifice et d'éthique.

3. Aux étudiants :

- * Cultiver les bonnes valeurs
- * Viser toujours l'excellence (spirituelle et académique)
- * Prôner la recherche et l'accès aux NTIC dans un bon sens, en vue de changer (transformer) notre beau pays.

4. Aux futurs chercheurs

- * Approfondir et rabonnir ce thème, se voulant vaste et complexe.

(1)



FACULTE DE DROIT

LA JUSTICE DANS LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE NANDE

"La justice sans la force est impuissante ; la force sans la justice est tyrannique"
Blaise Pascal

Depuis la nuit des temps, l'Afrique a été perçue comme un continent d'enfance qui n'a rien donné à l'humanité, n'a rien inventé et qui reçoit tout en échange de rien. Ces dogmes ainsi que toute la litanie des théories si souvent érigées en théologie ont été conçus et vulgarisés, pour la plupart, par des hommes de science, des philosophes, des théologiens et des impérialistes durant les périodes sombres et déshumanisantes de l'esclavage et de la colonisation.

Les cultures traditionnelles africaines, ses artistiques, linguistique, scientifique, spirituel ont été sapés et animés par les valeurs et les cultures occidentales, soit disant modernes et civilisatrices. De droit n'a pas été à l'abri de ce véritable « tabularasa ». Car, on a nié à l'Afrique d'avoir conçu et élaboré des principes et des normes régulateurs, servant de mobiles de conduite, étant donné que pour l'impérialiste occidental le droit n'est concevable que dans le cadre dans un Etat, outrageant ainsi le principe sacro-saint selon lequel "ubisocietas, ibi jus".

Il n'est point besoin d'être érudit pour comprendre que toute société humaine est subordonnée à des règles et principes quasi divins qui la balisent. Ainsi ce travail se fixe

comme tâche primordiale de trouver à la face du monde que même les sociétés traditionnelles africaines, aussi primitives soient-elles ont été imprégnées du droit.

Notre analyse s'étale sur la tribu Nande, une composante essentielle de la



THOMAS KIYIREMBERA
ROC
G2 Droit

population congolaise. Les Nandes sont, en effet, une tribu Bantu de la République Démocratique du Congo. Ils vivent dans la partie Nord de la province du Nord-Kivu, dans les territoires de Beni et de Lubero.

L'existence communautaire ne devient possible que si les règles qui la balisent sont respectées par tous les membres, à tous les niveaux de la manifestation de cette existence. Cette existence s'appuie sur des valeurs spécifiques qui constituent la particularité de chaque société, laquelle a élaboré pour elle-même. Dans la praxis sociale, ces valeurs devenues des normes tracent des lignes de comportement des acteurs dans une situation donnée et de par

leurs continues les invitent à l'action ou à l'obtention face à ladite situation. Elles correspondent donc à la prescription ou à l'interdiction d'un type d'action ou de comportement.

Dans son affirmation de ces valeurs, le groupe social dispose de quatre instances correspondant à quatre niveaux par lesquels il veille à la conformité des comportements sociaux à ces valeurs. Ainsi, pour ces valeurs familiales, le conseil du groupe familial, pour les valeurs villageoises, le conseil du village, pour les valeurs socio-politiques et culturelles. Le pouvoir politique incarné par l'autorité politique spécialement par le chef de chefferie ; et pour le

sacré, les interdits ayants trait à l'ordonnancement du monde.

Si les trois premières instances rappellent, approuvent ou reprouvent en vertu de ces valeurs, cependant ce sont des puissances supra-naturelles qu'on attend la sanction de la plupart des infractions contre le sacré⁴².

INVENTAIRE DES CONFLITS

Là où il y a des hommes, il y a inévitablement attitude ou de modes de comportement qui vont à l'encontre des intérêts, de l'honneur et des choix d'autrui. Cette situation consacre la rupture de l'équilibre et de l'harmonie de la vie sociale et des relations interpersonnelles.

Du plus jeune au plus vieux, les Nande reconnaissent que l'esprit de discorde, de mésentente, de non-respect de la personne et des intérêts d'autrui chez l'homme prouvent d'une disposition interne de l'individu.

D'après Jean Padaleau, les « conflits naissent de la dépendance réciproque des individus ou des groupes. Outre les faits d'interdépendance, les domaines d'activités propres aux conflits embrassent l'antagonisme des buts et les disputes qui entraînent l'acquisition ou l'usage des ressources ». Dans ces considérations sur les causes des conflits, cet auteur paraît n'avoir présent à l'esprit ou ceux qui voient le jour dans les sociétés industrialisées. Situer ainsi l'origine des conflits dans les structures sociales semble

restreindre le champ même des conflits. La réalité est que de façon générale, les conflits sont de nature et de formes différentes selon les cultures. Leur traitement dépend des coutumes et s'opère par la discussion. La négociation, le marchandage, la confrontation, la répression, la guerre. Cette dernière vision des conflits paraît conforme à la situation que nous voulons présenter ici-observée dans une société globale, traditionnelle.

Ses conflits, tel qu'on les rencontre dans la société nande, peuvent être ramenés à un niveau suivant : entre deux familles, au sein de la famille, au niveau territorial, au niveau politique et juridique et au niveau religieux.

Plusieurs types d'actions et de comportement sont à la base de beaucoup de conflits.



Nous voulons les épinglez suivant les niveaux où leurs implications respectives conviennent de les rattacher.

*** Conflits entre deux familles**

Dans la société traditionnelle, il n'existe pas de conflits entre individus mais bien entre familles. C'est que l'individu, quelque soit le degré de son infraction ou manquement reste membre à part entière de son groupe familial ou « Kitunga » qui lui doit protection ou engageant et en facilitant le règlement du tout causé. Les actions ou les comportements

répressibles sont pris pour premier responsable de la conduite de chacun de ses membres quel que soit son âge.

Certains conflits peuvent être réglés par les deux familles impliquées ; d'autres par contre nécessitent la supervision du Kyaghanda, le conseil du village.

Les causes des conflits entre deux groupes familiaux sont les suivantes :

a. Le sol

Suivant l'importance ou la considération sociale de l'objet volé. On distingue deux cas de vol : vol pouvant être tu et celui nécessitant la palabre. Les vols pouvant être bus sont suivants : les vols pouvant d'aliments tel que les régimes de banane, cannes à sucre, feuille de manioc, courge, taro, patates, etc. En cas de récidive, le coupable peut être traduit devant le conseil du village.

Les vols nécessitant la palabre sont essentiellement les vols du gros et du petit bétail aussi que ceux des greniers.

b. L'inconvenance

Le non-respect du code de bienséance entraîne des conflits notamment entre alliés.

c. La médiance

Sous ce terme, la société range les actions et attitudes suivantes : proférer des injures et tenir des propos malveillants portant atteinte à l'honneur et à la réputation d'autrui ; prendre parti pour un adversaire, se livrer au colportage, être indiscret.

d. Le concubinage et l'adultère

*** Leconcubinage**

Dans le groupe social nande, le concubinage est à considérer comme une situation accusant une certaine permanence d'entretien des rapports sexuels non légitimes. Cette situation résorbe quatre cas engageant les

⁴² KAKULE MUWIRI et alii, Intitulé culturelle dans la dynamique du développement, Academia-Bruylant, Louvain la Neuve.

individus suivants : entre célibataires, entre célibataire et veuf ou veuve, entre veuf et veuve, et entre célibataire ou veuve et un homme marié.

- Le concubinage entre célibataires

Cette situation est tolérée, car il y a l'espoir de la voir déboucher à la longue sur le mariage. Ce concubinage entre célibataire résulte de l'une des quatre causes suivantes : l'impossibilité pour la famille du jeune homme de prouver dans le délai les biens vitaux, le fait de considérer, pour les jeunes concernés, les relations comme simple amusement, le non agrément de l'alliance par le groupe du jeune homme.

Au cas où le groupe familial du jeune homme n'accepte pas la fille à cause de ses origines ou juge le jeune homme inapte à répondre à ses obligations, l'attitude qu'il adopte est de ne pas fournir les biens dotaux. Dans ces deux cas, la femme accepte de vivre avec son concubin dans l'espoir qu'avec les enfants qui naîtront de leurs biens le groupe familial du jeune homme pourra légitimer la situation.

Une situation reste tolérée tant qu'il n'y a pas de mort d'homme. En effet, en cas de décès de sa femme lors d'un accouchement, le concubin de sa famille pour non seulement l'indemnité transactionnelle, mais aussi l'équivalent de la dot. Quand seul l'enfant meurt, on paie une indemnité évaluée en chèvres et varient suivant le temps et la contrée. Quand la mère et son enfant meurent à l'accouchement, les amendes sont cumulées.

- Le concubinage entre célibataires et veuf ou veuve

Le concubinage entre un veuf et une fille célibataire est assimilé au concubinage entre célibataire. On tend à

comprendre que le veuf, habitué qu'il était à une vie familiale ordonnée, de saurait rester longtemps sans femmes, surtout s'il a à sa charge des enfants en bas-âge. S'il y a mort d'homme avant suffir n'ait versé ne fût-ce qu'une partie des biens dotaux, les amendes sont celles prévues dans les cas de célibataire. Au cas où il juge utile de se séparer de la jeune fille, il doit payer en la congédiant des frais d'indemnité évalués en chèvres.

Le concubinage entre un jeune homme et une veuve, n'est possible que si la veuve marque sa volonté de quitter son groupe actuel d'appartenance, celui de son feu mari, ou si elle a été délaissée par le groupe. En cas de décès d'un enfant né de cette liaison, le géniteur est interpellé.

- Le concubinage entre veuf et veuve

La cohabitation entre veuf et veuve du même groupe est un cas régulier. Les enfants qui naîtraient de cette union sont légitimes.

- Le concubinage entre femme /fille et homme marié

Dans ce cas, la femme ou la fille reste chez elle. Les enfants nés de cette union appartiennent au groupe de celle-ci. Leur géniteur peut néanmoins les récupérer en payant les droits de paternité. En cas de décès de la femme, ou de l'enfant, des indemnités sont prévues.

* L'adultère

Dans le groupe social nande, l'adultère est entendu comme une situation de la femme mariée qui a ou entretien des relations sexuelles extra conjugales. C'est donc une situation qui ne concerne pas l'homme.

On peut relever les trois cas suivants : le cas de flagrance la cohabitation avec une femme fugitive et des cas d'adultère exceptionnels.

- Le cas de flagrance



Pour le cas de flagrance, l'indemnisation est prévue. Le partenaire de la femme pris en flagrance délit est tenu à indemniser le mari trompé.

- La cohabitation avec une femme fugitive

Un homme qui se permettrait de cohabiter avec une femme mariée fugitive est soumis au paiement des frais d'indemnisation quand, vient de moment de se séparer de celle-ci.

- Les cas d'adultère exceptionnels

Il existe trois cas d'adultères pour lesquels la société ne saurait condamner la femme. Il s'agit des cas attribués à l'impuissance où l'impotence du

mari, à l'abandon de la femme et au délaissement de la veuve.

e. La sorcellerie et le cannibalisme

Le terme français utilisé ici, sorcellerie, est la traduction adapter du mot monde « ovuloyi ». Or ce dernier provient du verbe érilogha qui signifie :

- lever, attacher
- infliger une maladie ou une infinité par des moyens métaphysiques.
- Tuer par des moyens métaphysiques
- Tuer par du poison

*** Le cannibalisme**

Utilisé dans le contexte nande, le terme est une traduction adaptée du mot ovuli. Celui-ci dérivant du verbe érirya, désigne d'abord le fait de manger. Mais, utilisé dans le contexte des actions censées se dérouler dans un monde métaphysique, il signifie « le fait de manger métaphysiquement de la chair humaine ».

f. Les rixes et assassinats

Les rixes sont des querelles violentes accompagnées d'injures et coups. Elles sont défendues entre : parents et enfants alliés par le sang, enfants des femmes soeurs.

Celles-ci sont également défendues entre jeunes gens du village d'origine de la femme et ceux du village du mari. Lorsque les axes entraînent la mort d'un antagoniste de groupe du coupable est obtenu à indemniser celui de la victime, en remettant à ce dernier une femme.

*** Les assassinats**

Tout cas d'assassinat et quelles que soient les conditions dans lesquelles il a pu avoir lieu est un « casus belli ».

Tous les assassinats volontaires ou accidentels exigent réparation.

□ Conflit au sein de la famille

a. Droit de primogéniture

Constitue une violation des de primogéniture usurper la préséance et les prérogatives de la branche aînée, ou du patriarche au sein du groupe à qu'il revient la gestion du patrimoine familial et des relations avec les chefs politiques et les « vasoki ».

La notion de droit d'aînesse n'est pas liée chez les Nande à des avantages matériels. Le patrimoine est consuetudinaire et appartient à Kitunga ou groupe familial. Les aînés doivent chercher comment agrandir ce patrimoine et sauvegarder la cohésion du groupe parental.

b. Droits conjugaux

Au foyer, la fidélité conjugale est exigée de la femme. Dans un foyer polygamique, c'est la première qui choisit toute autre femme de son mari. La responsabilité de l'éducation morale des enfants incombe à la femme.

c. Droit de succession

Tous les membres du groupe familial à part entière, veuve et orphelins ont droit au patrimoine foncier du groupe ainsi qu'aux biens meubles du défunt. Comme la mort du mari ne rend pas la veuve libre des liens matrimoniaux avec la famille de celui-ci, aussi cette veuve, avec ou sans enfants, continue-t-elle à jour de tous les moyens de subsistance qui étaient à la disposition de la famille du vivant de son mari.

CONFLITS ENTRE DEUX FAMILLES

Pas de confrontation entre le présumé coupable et l'offensé. Les actes d'établissement de la culpabilité et de la peine sont menés conjointement pour les représentants de deux familles en conflits, devant témoins, versé dans les coutumes et traditions et réputés pour leur verve.

Les cas de vols, médisance, concubinage, inconvenance, adultère et insolvabilité sont gérés au niveau de deux familles, tandis que la sorcellerie, le cannibalisme, les rixes, les

assassinats et les conflits des terres sont traités au niveau de la communauté villageoise où le Kyaghanda joue un rôle appréciable.

Tout règlement de conflit se fait en préoccupation majeure de la réconciliation, sauf pour les cas de sorcellerie et de cannibalisme qui souvent conduisent à l'expulsion du coupable de la communauté villageoise.

CONFLITS AU SEIN DE LA FAMILLE

Tout règlement de conflit en rapport avec les droits se fait d'abord en vue de la réconciliation par le partage d'un repas commun, par simple invitation à la bienséance ou par le paiement d'une poule ou d'une chèvre quand, par exemple, l'éducation des enfants a été gâchée.

En cas de conflits entre les conjoints, le mari paie une amende à sa belle famille si la culpabilité de ce mari est établie, et ceci c'est surtout en cas d'injures touchant la femme dans sa personne ou celle de sa famille.

Il est à faire remarquer que dans tout conflit entre conjoints, la règle est que le tribunal doit toujours donner officiellement tort au mari, pour les faits à charge de la femme mais qui ne sont pas retenus comme devant entraîner le divorce.

*"Je parlais de justice est
l'hôpital de droit malade".
Edmen PLICARD*

CONFLITS TERRITORIAUX

Le règlement des conflits territoriaux se fait par les armes, soit par des négociations en recourant à l'arbitrage.

□ Conflits territoriaux

Les conflits territoriaux sont engendrés généralement par les raisons suivantes, les prétentions territoriales sur un autre territoire, la révision des frontières pour des intérêts inavoués, le non respect des alliances motivé par l'esprit d'indépendance, des oppositions internes, des visées impérialistes, conduisant à conquête et l'affaiblissement au pouvoir politique en place.

□ Conflits politiques et juridiques

a. L'usurpation du pouvoir

Il existe deux sortes d'usurpation du pouvoir : une usurpation extérieure qui se fait par la conquête des armes, par abus et non respect des alliances, par ruse ; et une usurpation interne, l'accaparement du pouvoir par un membre de la famille dirigeante après élimination physique du candidat.

b. La régence

La régence est exercée en attendant la majorité de l'ayant droit. Malheureusement, il arrive que le régent nourrisse des ambitions politiques en cherchant à garder le pouvoir et à le transmettre à sa descendance, et cela au mépris des principes inconditionnés de l'exercice du pouvoir.

GESTION DES CONFLITS

Parler de conflits, c'est laisser entendre qu'il se pose au moins un problème entre des personnes ou parce que le problème ne naît dans le vide, mais dans un espace ; c'est également dans ce même espace qu'il rencontre la solution désirée⁴³.

CONFLITS POLITIQUES ET JURIDIQUES

En cas de conflits politique et juridiques, la seule voie de sortie est de restaurer la légitimité du pouvoir par l'application des principes de succession de passation et de gestion du pouvoir.



CONCLUSION

En substance, nous pouvons clore cette réflexion en retenant que l'africain prévient plus qu'il ne punit n'inquiète¹. Sa justice traditionnelle accorde une large faveur aux mesures préventives. Le recours à la justice est précédé de mécanismes de régulations des tensions et de désordres institutionnalisés qui permettent de paralyser ces tensions.

Notre souci majeur a été de torpiller les théories selon lesquelles les sociétés traditionnelles étaient dépourvues du droit en démontrant que le droit est inhérent à l'existence de toute communauté, en occurrence la tribu nande qui lui accordait une place préférentielle dans la résolution des conflits. Les droits originellement africains ont été occultés, puis étouffés au profit du droit importé, faisant ainsi de nos valeurs et de notre culture de simples vestiges du passé. Nous allons atterrir par cette interrogation, le retard de développement que nous connaissons, n'est-il pas la conséquence de la négligence, de la méconnaissance, de l'ignorance de notre propre culture et des valeurs de notre société ?

⁴³ KAKULE MUWIRI et alii, Op. Cit., p 311.

LE CEFADES DANS LA DYNAMIQUE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Centre de Formation et d'Animation pour un Développement Solidaire (CEFADES en sigle) est un Centre de Rayonnement de l'Université Catholique du Gabon (U.C.G.). En effet, à toute université, est assignée une Triple Mission qui consiste en l'Enseignement, la Recherche et le Service rendu à la société. C'est cette dernière mission, à savoir le service à la société, qui explique la spécificité de l'U.C.G. dont le Fondateur, Son excellence Mgr Emmanuel KATALIKO, a voulu qu'elle soit une Université de Développement, une « Université au village, par le village et pour le village ». Voilà ce qui explique d'ailleurs l'existence de plusieurs Centres de Recherche-Action et de Rayonnement au sein de l'U.C.G.

Le CEFADES est un de ces Centres qui rendent d'énormes services à la société et qui se préoccupent vraiment du développement intégral de son rayon d'action. Il a été créé en 1995 suite à plusieurs réflexions, études et évaluations conduites avec l'appui des forces vives locales

(associations de développement, chefs coutumiers, commerçants, intellectuels, etc.) et l'Organisation française « Formation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre » (FERT). L'aboutissement de ces consultations a été l'orientation de l'U.C.G. vers le développement de la région, en familiarisant les étudiants aux réalités du monde rural à travers des stages, des visites guidées, des recherches-actions et en les incitant à s'y immerger. Le CEFADES sert ainsi de pont entre l'UCG et son environnement immédiat.

Par Arrêté Ministériel n° 027/CAB/MIN/AFF.SO/96 du 29 octobre 1996 du Ministère des Affaires Sociales, le CEFADES est agréé comme Organisation Non-Gouvernementale de Développement en tant qu'une association sans but lucratif et de service d'assistance et de promotion sociale. Il est retenu comme service technique par le Ministère de l'Agriculture, Pêche et Elevage parmi ses partenaires de développement agricole par l'Attestation d'agrément technique n°

007/CAB/MIN/AGRI.PE.EL/2003 du 07 janvier 2003. Il a obtenu la personnalité juridique du Ministère de la Justice par l'Arrêté ministériel n° 060/CAB/MIN/J/2007 du 05 février 2007.

Dans les lignes suivantes, tout en fournissant une brève présentation, nous voulons porter surtout à la connaissance de nos lecteurs son offre en formation professionnelle. Lorsqu'on évoque le vocable le domaine de formation, au CEFADES, il est reconnu que c'est « la professionnalisation ». Cette professionnalisation implique plusieurs acteurs dont les Producteurs (Agriculteurs et Eleveurs), les Responsables d'organisations paysannes, les Responsables d'organisations d'appui, la Jeunesse de toute catégorie et toute personne visant un certain idéal dont : Améliorer la qualité et la capacité de votre production, Choisir les spéculations les plus rentables, Lutter contre le chômage et la délinquance juvénile. Avant donc de découvrir cette offre, une panoramique sur le CEFADES s'avère importante.

BREVE PRESENTATION DU CEFADES

Pour bien connaître le CEFADES, on peut le

- Promouvoir dans l'enseignement et la recherche au sein de l'UCG la sensibilisation



découvrir à partir de sa vision, de sa mission, des objectifs et de ses domaines d'intervention.

Vision

Amélioration des conditions socio-économiques des populations par la consolidation de leur sécurité alimentaire et la création des activités génératrices des revenus

Mission

Assurer le renforcement du processus d'autonomisation des populations par l'augmentation de leur capacité de gestion, leur affirmation et autopromotion collective

Objectifs du CEFADES

Le CEFADES a pour objectif global : Promouvoir un développement humain et durable par la formation et l'accompagnement des initiatives communautaires

Il poursuit un certain nombre d'objectifs spécifiques dont les plus importants sont :

- aux problèmes de développement
- Conduire des études concrètes par secteur sur la dynamique régionale et les problèmes locaux
- Promouvoir le développement communautaire des populations par l'appui technique aux activités agricoles et la création des activités génératrices de revenus;
- Renforcer les capacités des acteurs du développement communautaire, des jeunes et des groupes vulnérables pour leur intégration socio-professionnelle;
- Accompagner les Organisations de Base (OB) et les Associations Paysannes (AP) dans leur processus de professionnalisation et d'autonomisation.

Domaines d'intervention

Le CEFADES intervient dans plusieurs domaines notamment :

- Accompagnement technique et structuration des organisations paysannes
- Réinsertion, protection de l'enfance et formation professionnelle
- Conservation, transformation et commercialisation des produits agricoles



- Soutien aux initiatives de développement rural
- Assainissement et gestion de l'environnement.

Rayon d'action

Le siège social du CEFADES est situé au n° 04 de l'Avenue Lubero dans la Commune KIMEMI, en ville de Butembo, en Province du Nord-Kivu/ RD Congo. Il a un centre de formation professionnelle continue sur la concession de l'UCG, site Horizon

en cellule VUHESI. Bien que les activités de formation s'y déroulent, ce centre est en cours de construction et en progression. Il a toujours besoin d'un appui technique, matériel, financier pour l'achèvement de la construction des logements, des ateliers et des salles de formation et l'acquisition des équipements de base.

Son rayon d'action s'étend aux territoires de Lubero et de Beni, et aux villes de Butembo et de Beni, en Province du Nord-Kivu. Mais, le CEFADES commence à étendre ses activités à d'autres provinces, comme la Province Orientale, suite aux services lui demandés. Ses différentes activités sont menées dans trois zones géographiques avec les caractéristiques agro-écologiques différentes : zone de basse altitude, zone de plateau et zone de Haute altitude.

Chaque zone comprend actuellement plusieurs organisations de base (OB), stations relais d'expérimentation pour la transmission de nouvelles techniques. Le CEFADES anime actuellement 21 OB réunies au sein de l'Union des producteurs agricoles, UNITU, Union Tuyiwatikanaye, une Union d'entraide et d'autoprise en charge.

Pour la réalisation de ses actions, le CEFADES est animé par une équipe pluridisciplinaire composée d'Ingénieurs Agronomes, d'Economistes, de Vétérinaires, de Zootechniciens, de Politologues, de Psychologues, de Formateurs en différents métiers artisanaux, etc.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE AU CEFADES

Dans le cadre de la formation, le CEFADES dispose actuellement d'énormes potentialités et d'une expérience de grande valeur.

En premier lieu, à son actif est la dotation d'une Maison de formation en métiers dénommée « OLUHITSA » composée de :

- 1) Les salles de formation et 16 chambres pour formateurs ;
- 2) Les ateliers de formation en menuiserie, en mécanique et électricité, en maçonnerie, en coiffure ;
- 3) Les bâtiments du restaurant, de la cuisine et de formation en art culinaire ;

- 4) L'unité d'élevage (porcs, lapins, poules, chèvres...).



- 5) Les chantiers de la salle de conférence, du bureau administratif et de logement pour apprenants et séminaristes.



- les formations sur la gestion des groupements paysans
- les autres formations : cantonnement, alphabétisation fonctionnelle

Formations agricoles de courte durée

Capacité d'accueil : **15 personnes** par formation

Durée : 4 jours

De nos jours, les filières concernées sont :

- **Cuniculture** :
 - Production de géniteurs, nutrition
 - Gestion économique
- **Pisciculture** :



- Etang de production et de multiplication
- Production de géniteurs,
- Fertilisation d'un étang,
- Gestion économique
- **Apiculture**
 - Construction des ruches,
 - Conduite de l'élevage
 - Récolte
 - Valorisation du miel et des « sous-produits »
- **Le maraîchage** :
 - oignons, poireaux, choux
 - tomates, aubergines, choux
- **Le maracuja (passiflore)**
 - Techniques culturales
 - Préparation de la semence, du germe
 - Taille et palissage des plants, récolte
 - Transformation : fabrication du jus.

Le CEFADES dispose également des champs expérimentaux, des champs - écoles et de production d'une superficie totale estimée à plus ou moins 100 Hectares. Ils se retrouvent à Kasima, Masereka, Kagheri, Kimbulu, Vuyinga, Irango, Bunzi, Bulongo et Kasindi.

Expérience professionnelle

Le curriculum du CEFADES est émaillé de plusieurs expériences qui lui ont attiré la confiance de plusieurs partenaires impliqués dans la formation professionnelle. C'est dans cette optique que le CEFADES a conduit plusieurs formations en partenariat avec « Formation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre » (FERT), Vlaams Internationaal Centrum (VIC), Kilo GoldCommunityFund (KGL), USAID, UEPN-DDR, OXFAM-ITALIA, FAO, MIDA, RESEAU WIMA, SYDIP, Vétérinaires Sans Frontières - Belgique (VSF-B),... et tant d'autres dans plusieurs domaines de formation.

Formations organisées

CEFADES organise plusieurs types des formations :

- les formations en métiers artisanaux,
- les formations agricoles de courte durée,
- les formations agricoles de moyenne durée

Ci-dessous est présenté le calendrier des formations agricoles pour l'année 2012 :

Calendrier des formations en 2012

Domaine de formation	Période	Lieu
Apiculture (3 fois par an)	Mars	Ikuvula
	Juin	Munoli
	Décembre	Butembo
Pisciculture (3 fois par an)	Avril, Novembre	Butembo
	Août	Bingo
Maraîchage (3 fois par an)	Février	Butembo
	Juin	Kitsimba
	Janvier 2013	Bunyuka
Maracuja (4 fois par an)	Février, Septembre	Munoli
	Mai, Janvier 2013	Butembo
Cuniculture (3 fois par an)	Mars, Décembre	Butembo
	Septembre	Ikuvula

Formations agricoles de moyenne durée

Formation des **moniteurs agricoles** axée essentiellement sur la **gestion des exploitations agricoles**.

Capacité et durée : 15 personnes et 30 jours

Formations artisanales

Capacité d'accueil : **20 personnes** par filière

Durée : 4 mois et 2 mois de stage

Lieu : Centre de Formation aux métiers O'luhitsu

Filières organisées : Menuiserie, Coupe couture, Mécanique/Ajustage / Electricité, Maçonnerie/tuilerie, Coiffure, Art culinaire

Formations transversales : **Agriculture, l'élevage, la saponification, Gestion...** et concernent tous les formés.

Formation en gestion des organisations paysannes

Population cible : **Leaders des organisations paysannes**

Principaux thèmes :

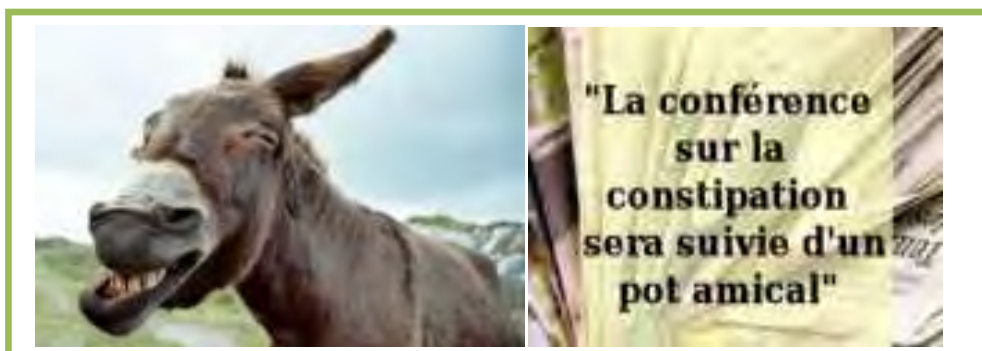
- La constitution légale et l'organisation d'un groupement paysan : élaboration d'un règlement intérieur et des statuts du groupement ;
- La tenue des réunions dans une association et Gestion des matériels de Bureau d'une Organisation Paysanne ;
- Genre, Leadership et gestion des conflits dans un groupement ;
- La gestion financière d'une organisation paysanne et la gestion rationnelle des outils de transformation ;
- Entrepreneurat et gestion d'une activité génératrice des revenus

Autres formations

Formations pratiques concernant essentiellement :

- Le **cantonage** et entretien des routes de desserte agricole
- La **formation** des formateurs **alphabétiseurs**

Assistant KASULA FLORENT





**ECHO DU BUREAU DES AFFAIRES POLITIQUES
DE LA MONUSCO BENI- BUTEMBO SUR LA PAIX
LA SECURITE ET LA COHABITATION PACIFIQUE
EN VILLE DE BUTEMBO**



A PROPOS DES VIOLENCES EN VILLE DE BUTEMBO.

La femme, considérée par les uns comme un sexe faible a prouvé de nos jours qu'elle est également à même de réaliser des œuvres grandioses.

Jadis soumise à l'asservissement de l'homme, condamnée à réaliser des travaux champêtres, vivre éternellement dans un bureau appelé « cuisine » et faite pour procréer, la femme de nos jours se veut émancipée. Cet être de sexe féminin, vivant dans notre milieu ou dans notre pays, est-elle prête à réclamer l'affranchissement ?

Quelle comparaison établir entre la femme africaine travailleuse d'aujourd'hui et la femme occidentale trouvant tout sur un plateau d'or ?

Ces questions nécessitent des réponses plus réfléchies et plus poussées que nous ne sauront étaler dans cet article. Néanmoins, l'important est de reconnaître la force et la capacité de la femme depuis l'évolution du temps jusqu'à nos jours. De Jeanne d'Arc à Mère Theresa en passant par BETANKUR et KIMPAVITA pour chuter par SIRLEAF, le bon sens nous pousse à reconnaître les grandes réalisations des « Dames de fer ».

Malheureusement, à l'Est de la RDC ou dans d'autres régions en guerre, les violences sexuelles faites aux femmes connaissent une hausse vertigineuse. Ceci n'est qu'un aspect de viols. Il est bien d'encourager ceux qui sont au service de cette catégorie de femmes marginalisées. Nous pensons ici aux ONG locales ainsi qu'au programme de suivi des acquis de l'atelier sur la paix, la sécurité et la cohabitation

pacifique en villes de Butembo et Beni, organisé par le Bureau des affaires politiques de la MONUSCO/. Durant deux jours les représentants de la Monusco, les autorités politico administratives et les associations membres de la société civile ont examiné les causes qui bloquent la restauration de la paix et la cohabitation pacifique en Ville de Butembo. A l'issue de l'atelier sur la paix, la sécurité organisée à Butembo du 29 au 30 mai 2013, des engagements ont été pris pour contribuer à la paix. Toutes les parties invitées se sont engagées à protéger la femme contre toutes les formes de violences sexuelles. L'UCG, à travers l'Assistant Patrick TSIKO, est membre du Comité de suivi de l'acte d'engagement. Sur ce, elle s'est engagée à sensibiliser les étudiants sur les dangers de l'alcoolisme et les violences sexuelles. Sur ce, des activités de sensibilisation ont été organisées à l'UCG, dans des auditoriums pour encourager la promotion de la femme, la lutte contre les antivaleurs qui nuisent à la paix et à la cohabitation pacifique. C'est dans cette optique que l'Université Catholique du Graben restera attentive à tous les programmes organisés par les affaires politiques de la MONUSCO actuellement sous la direction de **Leocadie NAHASHAKIYE**.

Citons aussi en passant, le Docteur Denis MUKWEGHE de l'hôpital de M'PANZI (Bukavu) qui ne cesse d'œuvrer au compte des femmes violées. Parmi les pistes de solution pouvant pallier à ce mal, la dénonciation de ce fait demeure la clé de voute. Il convient également de déférer les auteurs des viols devant les cours et tribunaux tout en envisageant une lutte contre l'impunité dans notre pays. L'Etat est appelé à garantir la paix et la sécurité sur toute l'étendue du territoire national.

La rédaction.



Cet article s'inscrit de même dans le cadre de la sensibilisation des jeunes face à l'usage abusif des drogues, cause de l'insécurité dans notre milieu (Programme P.A.S MONUSCO Butembo-Beni)

Comment prévenir l'usage abusif des drogues chez les jeunes ?

La prévention des toxicomanies suppose de restituer la place et les missions de la prévention des consommations de substances psycho-actives illicites, dans le cadre général de l'évolution des idées sur la santé. Si le nombre des usagers des drogues a beaucoup augmenté ces dernières années, les consommateurs réguliers demeurent en nombre stable et sont dans leur majorité des sujets jeunes en dessous de 35ans.

On estime, en RDC, en RDC, entre 50 000 et 200 000 le nombre de toxicomanes dépendants de la consommation d'une ou plusieurs substances psycho-actives

illicites, en majorité des opiacés dont environ 80 000 usagers de drogues intraveineuses.(Tibon-cornillot).

Le tabagisme dès 11ans concerne 5% des garçons et des filles. Il devient une pratique quotidienne dès 16ans chez 24% des filles. La consommation d'alcool commence dès l'âge de 12 ans, certes occasionnelle chez 20% des filles et 30% des garçons.

Quant aux substances psycho-actives, la consommation des psychotropes concerne 20% des filles de 16 à 17 ans (source OFDT 2012), la consommation des drogues illicites concerne 18 à 24% des lycéens (enquête Kinshasa), dans 95% de cas, il s'agit de cannabis et ses dérivés qui ont un impact négatif sur la santé (dépendance, confusion, névrose) et l'environnement social (délinquance juvénile...)

De même que l'alcool consommé sous forme de vin , de bière ou d'eau de vie procure beaucoup plus de mal que de bien sur la santé (cirrhose de foie, cancer de foi, dépendance...) Chose malheureusement étonnante la jeunesse bubolaise

ne cesse de se livrer aux boissons fortement alcoolisées communément appelées dans notre pays, « sapilo » ou « supu na tolo » dont le types sont variés : Furaha, simba, B.T. etc.

*« si tu penses en termes de mois,
sème des graines ;
si tu penses en termes des
années, plante des arbres ;
si tu penses en termes de
générations, investis dans
l'éducation »
Conficius*

Face à ce défi, il convient de prévenir l'intoxication des jeunes par une éducation dès le bas âge, des effets néfastes des drogues, à travers les écoles, les églises, les medias et les hôpitaux. De surcroit, l'Etat congolais doit réglementer la vente de boissons alcoolisées et la publicité de ces dernières à travers le mass- media.



La rédaction

POINTS MARQUANT LA VIE A L' UCG :

SPORT ET LOISIR.

Il est de coutume qu'un championnat inter facultaire soit organisé chaque année, sous le haut patronage du Conseil des Etudiants, à l'Université Catholique du Graben. Cette année 2012-2013 n'a pas manqué au rendez-vous.

Ce championnat regroupe les différentes facultés qui sont organisées à l'UCG. Ceci est organisé dans le cadre de divertissement, de retrouvailles et de camaraderie. De surcroît, nous notons certains objectifs principaux présentés sommairement ici-bas:

- sélectionner les meilleurs joueurs en vue de constituer l'équipe universitaire,
- déterminer la meilleure équipe (faculté) de l'Université,
- cultiver l'esprit sportif dans le chef des étudiants,
- permettre aux athlètes de s'exprimer par leurs talents sportifs,
- etc.

Chaque faculté constitue une équipe, sauf le cas de la Pharmacie et de la Médecine Vétérinaire qui sont souvent fusionnées pour constituer une seule équipe. Cette fusion s'explique par le fait que ces deux facultés sont minoritaires en termes d'effectif. Six équipes prennent part à ce championnat :

- Faculté des Sciences Economiques et Gestion,
- Faculté de Médecine,
- Faculté des Sciences Agronomiques,
- Faculté de Droit,
- Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives,
- Faculté de Médecine Vétérinaire et Faculté de Pharmacie.

Lors de la séance du tirage au sort de la saison 2012-2013, convoquée par le Ministre des sports et loisirs du conseil estudiantin face aux délégués des différentes facultés, les pools suivants ont été constitués en raison de trois équipes par groupe:

POOL A

- 1 .Faculté de Médecine



KAMBERE NGULIKO J.
L1 GESTION FINANCIERE
FACULTE DES SCIENCES
ECONOMIQUES ET GESTION

2. Faculté des Sciences Economiques et Gestion

3. Faculté de Médecine Vétérinaire

POOL B

1. Faculté de Droit
2. Faculté des Sciences Agronomiques
3. Faculté des S.S.P.A.

Pour participer au championnat, saison 2012-2013, chaque équipe a payé un montant de vingt dollars américains fixé de commun accord entre le Ministre de sports & loisir et les délégués des différentes équipes (facultés).

Ce championnat commence par la phase de pool et après cette étape, on passe à la demi-finale. La phase de pool pour la saison 2012-2013 a été lancée par le Président du Conseil des Etudiants, Mr KAMBALE MUNYAMBALU Dalton, le lundi 14 janvier 2013 au stade de l'TTAV, unique stade retenu pour ce fait.

La phase de pool a été étalée sur la période allant du 14 au 19 janvier 2013 et du 21 au 26 janvier 2013, c'était l'étape de la demi-finale. De six équipes engagées à ce championnat, quatre d'entre elles ont obtenu leurs billets pour les demi-finales et il s'agit respectivement de :

1. Faculté de Médecine (première du pool A),
2. Faculté de Médecine Vétérinaire (deuxième du pool A),
3. Faculté de Droit (première du pool B),
4. Faculté des Sciences Agronomiques (deuxième du pool B).

Notons que les demi-finales se sont jouées en deux phases, notamment en phase aller et en phase retour, système mis en essai depuis la saison 2011-2012.

Ce tableau reprend les combinaisons des demi-finales ainsi que les différents scores pour les deux phases (aller et retour).

Tableau n°I : Combinaison des demi-finales

Date	Combinaison des équipes	Score (but)
Phase aller		
21-01-2013	MEDECINE vs AGRONOMIE	1-0
22-01-2013	MEDECINE VETERINAIRE vs DROIT	0-2
Phase retour		
25-01-2013	AGRONOMIE vs MEDECINE	0-0
26-01-2013	DROIT vs MEDECINE VETERINAIRE	2-0

Les particularités qu'il convient de signaler ;pour la première fois dans son histoire, l'équipe de la Médecine Vétérinaire & Pharmacie atteint la phase de demi-finale et l'équipe des Sciences Economiques et Gestion tomba en phase de pool.

Au vu des différents résultats de matchs des demi-finales (pour les deux phases) ,ce sont les équipes de Médecine et de Droit qui ont été qualifiées pour la finale comme c'était le cas pour la saison passée au cours de laquelle la Médecine a été sacrée championne.

Les équipes éliminées à la demi-finale ont ainsi joué la petite finale ou match de classement, lequel match a été joué le 01 février 2013 et remporté par l'Agronomie après avoir battu la Médecine Vétérinaire & Pharmacie par un score de deux à zéro.

La finale, prévue pour une seule phase, a été jouée en deux reprises .Ceci est expliqué par le fait que lors du jour prévu pour ce match de finale c'est-à-dire le 02 février 2013 il y a eu une pluie qui occasionna un début tardif et par conséquent une fin tardive aussi avec un score de zéro but de part et d'autre. C'est ainsi qu'au lieu de passer à la prolongation ou aux tirs au but, les capitaines de deux équipes, l'arbitre et le commissaire au match ont décidé de la reprogrammation du match .Le report était donc pour le samedi 09 février 2013 en présence d'un public plus considérable que pour le

premier match A la première période ,la puissante médecine avait déjà un avantage de deux buts. Après la pause, l'équipe adverse est sorti de son sommeil en marquant un but consolateur .Au coup final du sifflet de l'arbitre central, on pouvait lire l'extase, les sauts et danses du coté des fanatiques la faculté la plus peuplée de l'Université qui ne cessaient de crier: *MEDECINE CHAMPIONNE*. Le score était de deux buts à un (2-1).Les butteurs à la finale furent respectivement Matthieu AZA, G2 Sciences Biomédicales et Junior LETA, D1 Médecine .Fabrigas WASINGYA,G1 Droit, surnommé *AMI DU FILET* car ayant été le meilleur butteur de la saison, avait tant soit peu soulagé les Juristes.

C'est sous l'autorité du chargé des activités culturelles et sportives de l'UCG, Mr le Chef des Travaux KAVUSA KALEMBA Valère, que les prix et titres étaient remis aux différentes équipes et différents joueurs. Trois titres ont été décernés aux joueurs, notamment le titre de Meilleur Gardien gagné par Junior LIKELE, gardien de Médecine, le titre de Meilleur Joueur gagné par ALINDAWA, défenseur de Droit et le titre de Meilleur Butteur gagné par l'ami du filet Fabrigas WASINGYA de Droit avec 6 buts réalisés.

Le tableau ci-dessous reprend le classement des équipes ainsi que les différents prix remis aux différentes équipes suivant la place occupée :

Tableau n°II : Classement des équipes

Place	1 ^{ère} place	2 ^{ème} place	3 ^{ème} place	4 ^{ème} place	5 ^{ème} place	6 ^{ème} place
Equip e	MEDECI NE	DROIT	AGRONOMI E	MEDECINE VET	ECONOMIE	SSPA
Prix	120\$	90\$	60\$	40\$	30\$	25\$

C'était avec des cris de joie, pour ceux qui avaient gagné, et de pleurs, pour ceux qui étaient gagnés, que se termina le championnat.

sorties socio scientifico culturelles par le comité estudiantin, respectivement à Beni, Lukanga, Bunia et Kasenyi.

Dans le cadre de loisir, de découverte et d'épanouissement, il a été également organisé de



IN MEMORIUM

LA DISPARITION et Acrostiche à l'hommage du Professeur NDUNGO VIGHERI Laurent, Doyen honoraire de la Faculté des Sciences Agronomiques, mort le Dimanche 19 Février 2012



Au nom de tous les staffs et à nos noms personnels nous présentons encore une fois nos condoléances les plus sincères et attristées à toutes et à tous. Seul le Très Haut est capable de vous consoler durant cette épreuve.

Quand nous y pensons, nous pleurons et nous disons ADIEU Professeur NDUNGO.

Le ciel s'annonçait brumeux
Au matin maussade, nous nous réveillâmes quand,
Une nouvelle terrible au message pathétique
Rencontra nos cœurs placides
En une année où il resplendissait de vie pourtant,
Nous nous séparâmes de lui sans nous y attendre.
Toute une vie ballotée pesant depuis sur nous.
Ndungo Vigheri Laurent, sans adieu, nous quitta
Dans une aube cruelle
Une vague, à notre insu, l'emporta
Nous n'en reviendrons jamais.
Grande, sublime est notre douleur
Oublierons-nous ce père ? Non!
Verrons- nous derechef sa bonté, sa gentillesse ?
Il est lui-même parti sans le vouloir
Grandissime était sa magnificence
Hommage à ce vaillant et mémorable père,
Eminent Professeur, ambassadeur de la science
Reviendra-t-il à nous, ou
Ira-t-il à jamais ?

La rédaction

BREVE PRESENTATION DU CRIG

Le Centre des Recherches Interdisciplinaires du Graben (CRIG), créé par la Décision rectorale n° UCG/RECT/022/98 du 15 juillet 1998, est l'institution qui gère les recherches à l'Université Catholique du Graben. Il regroupe des professeurs, chefs de travaux et assistants autour de cinq cellules de recherche notamment : Santé animale et végétale, Droit, Economie, Médecine et Sciences Politiques et Administratives.

Le CRIG publie une revue scientifique dénommée « Parcours et Initiatives » reconnue par le Conseil d'Administration des Universités du Congo à travers la correspondance CAU/SP/NS.NL/MJ/162/2005 du 28 novembre 2005. D'autres travaux de recherche peuvent être également publiés au CRIG sous forme de :

- *Parcours et Initiatives, Textes de conférences ou colloques*
- *Notes de recherche et Documents : cette collection publie les résultats des recherches particulières réalisées individuellement ou collectivement jugées scientifiques par le Comité scientifique. Elle concerne aussi la publication des travaux scientifiques sous forme d'ouvrages.*

Dans le souci de faciliter les publications du CRIG, le Comité de rédaction fixe les préalables ci-après :

- *le dépôt d'articles saisis sur un support informatique (flash disk, CD...) et trois exemplaires imprimés ;*
- *les notes et autres références présentées au bas de la page ;*
- *les articles doivent respecter le canevas suivant : Résumés en français et en anglais, Introduction, Méthodologie, Présentation et analyse des données, Conclusions et Références bibliographiques*

Le 22 aout 1989, il a été créée à Butembo, au Kivu (dans l'ex-Zaïre), l'Université Catholique du Graben, par son excellence Mgr. Emmanuel KATALIKO alors Evêque du Diocèse de Butembo – Beni.

Pour la petite histoire, l'Université fut créée sur demande de la population locale pour minimiser le coût de l'importation des cadres vers d'autres universités anciennes du pays.

Avec l'identité catholique, cette institution s'est fixée comme mission : la formation intégrale des jeunes capables de valoriser la recherche pour une bonne transformation de leur milieu. Au point départ, elle ouvra ses portes avec la faculté des sciences Agronomiques. Les facultés des sciences économiques et gestion, les facultés de Médecine (humaine et vétérinaire), la faculté de Droit et les facultés des sciences sociales, politiques et administratives virent également le jour.

Dans sa philosophie de " toujours monter plus haut", "viser l'excellence " (Ascende superius), il a été créée en 2007, la faculté des sciences pharmaceutiques. Ces facultés sont en projet : philosophie et lettres, psychologie et sciences de l'éducation, polytechnique...

Pour les dirigeants, quatre Recteurs se sont succédés dans l'ordre suivant : **Mgr. SOKONI** (1989-1997), **Abbé WASWANDI** (1997-2001), **professeur Abbé MALUMALU** (2001-2004) et **professeur MAFIKIRI Angélus**, actuel Recteur (2004 à nos jours). Comme grands chanceliers de l'Université, nous avons connu **Mgr Emmanuel KATALIKO**, d'heureuse mémoire et actuellement

Mgr. SIKULI Melchisédech, Evêque du Diocèse de Butembo- Beni.

De nos jours, notre Alma mater compte 7 facultés déjà citées ci-haut. Il y est organisé un enseignement de qualité et une formation pour le développement intégral dans une visée chrétienne de l'excellence. Ce qui lui valut en 2009, la huitième place dans la classification des dix premières universités congolaises.

Vingt et cinq ans après, cette grande couvée de la science a déjà produit plusieurs Ingénieurs, Docteurs, Médecins, Licenciés et à très bientôt des pharmaciens.

Toute l'année 2014 est déclarée jubilaire. L'anniversaire de nos vingt et cinq années sera célébré le 22 aout 2014.

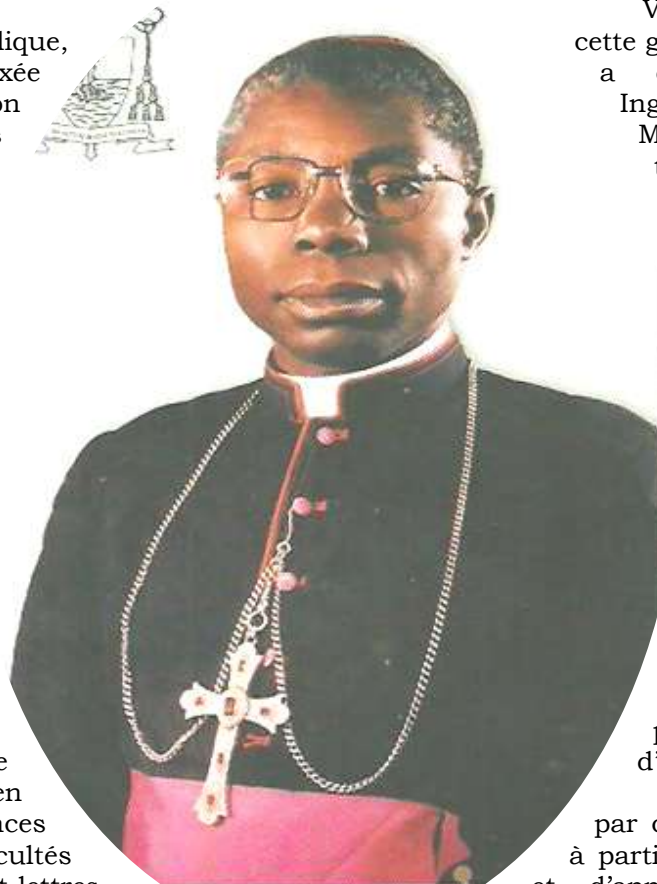
Ainsi, en appelons-nous à la conscience de tous les anciens, amis de cette maison ainsi que toutes les personnes de bonne volonté, qui qu'ils soient aujourd'hui et où qu'ils soient, de soutenir les activités préparatoires de ce Jubilé d'argent.

Aussi, voudrions-nous par cette occasion, les appeler à participer auxdites cérémonies et d'apprécier la grandeur de l'U.C.G. aujourd'hui.

Ils pourront juger l'U.C.G., jadis université née au village pour les villageois et par les villageois, devenue de nos jours, un monument dans l'Est et une référence pour notre pays.

Joyeux anniversaire et longue vie à l'U.C.G.

La Rédaction.



KATALIKO F

POST-SCRIPTUM

Pour une excellente journée de rire, de méditation et de sagesse Patrick Tsiko offre à tous les lecteurs de la revue *Ascende Superius* trois anecdotes:

Un vieil homme Bumbai appelle son fils à New York et lui dit,

- Je suis désolé de gâcher ta journée mon fils, mais je suis obligé de te dire que ta mère et moi allons divorcer. Après 35 ans de mariage.... les misères ça suffit! '

-Papa, de quoi parles-tu ? ' crie son fils.

-Nous ne pouvons plus rester ensemble, ' dit le vieux. Nous en avons marre l'un de l'autre, et ça me rend malade d'en parler. Donc tu appelles ta sœur à Hong Kong et tu l'informes! '

Francis, son fils appelle sa sœur qui postillonne en explosant au téléphone.

-Quoi ? ils sont fous ou quoi, Divorcer ? Ils divorcent ? Écoute, je m'en occupe.

Elle appelle Bumbai immédiatement et crie au vieil homme :

-"Vous ne divorcez pas". Sais-tu combien cela nous affecterait si tu ne tiens pas compte de notre avis ? Tu ne fais pas le moindre petit divorce ou autre chose jusqu'à ce que j'arrive là-bas. Je rappelle mon frère et nous serons là tous les deux demain. Pendant ce temps, tu ne

fais rien, tu entends ? Rien !! Et elle raccroche le téléphone.

Le vieux raccroche son téléphone et se tourne vers son épouse en souriant : "Okay", c'est fait. Ils arrivent tous les deux demain pour notre anniversaire de mariage et ils paient eux-mêmes leurs billets d'avion. Pourtant ils ne cessent de se plaindre qu'ils n'ont jamais du temps et d'argent pour payer leurs propres billets et venir nous voir. Mais pour un subterfuge ils sont prêts à venir. On devrait plus souvent leur jouer ce petit jeu, n'est-ce pas chérie ?

MORALE:

Aucun homme / aucune femme n'est occupé dans ce monde pendant 365 jours.

Le ciel ne va pas tomber si tu prends quelques jours de congés pour aller voir ceux que tu aimes.

Le travail et la recherche de l'argent ne sont pas l'essentiel de la vie. la famille est plus que tout car on travaille et on vit pour la famille

AH, CES HOMMES RICHES !

J'ai rendu visite à un ami très riche. En me priant de m'asseoir pour attendre Monsieur qui était au téléphone, la femme de ménage m'a approché et

Question: que désirez-vous boire monsieur? Jus de fruits, soda, thé, chocolat, café ou cappuccino ?

Réponse: thé s'il vous plaît.

Question: thé de Ceylan, thé indien, infusions, thé de brousse, thé au miel ? thé glacé ou du thé vert ?

Réponse: Thé de Ceylan s'il vous plaît

Question: comment le voulez-vous s'il vous plaît, noir ou blanc?

Réponse: blanc

Question: au lait ou à la crème fraîche?

Réponse: Au lait

Question: le lait de chèvre ou de lait de vache?

Réponse : avec le lait de vache s'il vous plaît

Question: vache de l'Europe, vache hollandaise ou vache de l'Afrique?

Réponse: ummmm voyons, je pense que je vais

prendre de l'Afrique

Question: voulez-vous avec des édulcorants, du sucre ou du miel?

Réponse: avec du sucre

Question: sucre de betterave ou de canne à sucre?

Réponse: le sucre de canne

Question: Du sucre blanc, brun ou jaune?

Réponse: Mais enfin, oublions le thé, donnez-moi juste un verre d'eau.

Question: l'eau minérale, l'eau du robinet ou eau distillée?

Réponse: l'eau minérale

Question: Aromatisée ou non aromatisée?

Réponse: Finalement, OH ! Je pense que je vais mourir de soif. Quelles sont ces questions qui n'en finissent pas ?

Les hommes riches sont trop protocolaires quoi!!!?

11 REALITES SUR LE MARIAGE



1. *Se marier, c'est un peu comme aller au restaurant. Vous commandez un plat, puis vous voyez ce qu'il y a dans l'assiette de votre voisin, et vous regrettez de ne pas avoir pris comme lui...*
2. *À un cocktail, deux copines discutent: 'Dis-donc, ton alliance n'est pas sur le bon doigt!' et l'autre : ' Oui, c'est parce que je n'ai pas le bon mari.'*
3. *Un homme est incomplet jusqu'à ce qu'il soit marié. Là il est vraiment fini.*
4. *Un petit garçon demande à son père: 'Papa, combien ça coûte pour se marier?' Et le père répond : 'Je ne sais pas. Je suis encore en train de payer.'*
5. *Le fils: 'C'est vrai papa, que dans certaines parties de l'Afrique un homme ne connaît pas sa femme avant de se marier?' Le Père: 'Et c'est pareil dans tous les pays...'*
6. *"Je ne savais pas ce qu'était le vrai bonheur jusqu'à ce que je me marie... Mais alors il était trop tard!*
7. *'Pour qu'un mariage soit réussi, il faut beaucoup donner et beaucoup recevoir... En fait, le plus souvent, l'homme donne et la femme reçoit.*
8. *Quand un jeune marié a l'air heureux, on sait pourquoi. Quand un homme marié depuis 10 ans a l'air heureux, on se demande pourquoi.*
9. *La vie maritale est très frustrante. La première année de mariage, l'homme parle et la femme écoute. La deuxième année, la femme parle et c'est l'homme qui écoute. A partir de la troisième année, ce sont les deux qui parlent et les voisins qui écoutent.*
10. *Pendant une dispute une femme dit à son mari: 'J'étais folle quand je me suis mariée avec toi'. Et le mari répond: 'Je sais, mais comme j'étais amoureux à l'époque, je ne l'avais pas remarqué.'*
11. *Si un homme ouvre la portière de sa voiture à sa femme, on peut être sûr d'une chose: Ou bien c'est la voiture qui est neuve, ou bien c'est la femme.*

Ass . Patrick Tsiko

PERSONNAGES HISTORIQUES UCG



Mgr Emmanuel KATALIKO



Mgr. SIKULI Melchisédech

Différents recteurs de l'UCG



**Mgr. SOKONI
(1989-1997)**



**Abbé WASWANDI
(1997-2001)**



**professeur Abbé MALUMALU
(2001-2004)**



**professeur MAFIKIRI Angéhus
2004 à nos jours**

